JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1983-1984

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Jeudi 22 Décembre 1983.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. FRANÇOIS MASSOT

1. — Ouverture de la première session extraordinaire de 1983-1984 (p. 6954).
2. — Saisine du Conseil constitutionnel (p. 6954).
3. — Nomination à un organisme extraparlémentaire (p. 6954).
4. — 9^e Plan (deuxième loi de Plan). — Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 6954).
M. Taddei, rapporteur de la commission des finances.
M. Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
Discussion générale :
MM. Zeller,
Paul Chomat.
M. le secrétaire d'Etat.
Clôture de la discussion générale.
Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 6957).

MM. le rapporteur, Zeller.
Amendement n° 1 du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 2 du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 3 du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 4 du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Zeller. — Adoption.

Amendement n° 5 de M. Zeller : MM. Zeller, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Articles 2 et 3. — Adoption (p. 6961).

Vote sur l'ensemble (p. 6961).

Explication de vote :

M. Barnier.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Ordre des travaux (p. 6962).

M. le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 6962).

6. — Dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. — Discussion, en quatrième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 6962).

M. Ducloné, rapporteur de la commission des lois.

M. Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

DERNIER TEXTE VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (p. 6963).

Vote sur l'ensemble (p. 6965).

Explication de vote :

M. Le Meur.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

7. — Dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. — Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 6966).

M. Tabanou, rapporteur de la commission des lois.

M. Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

DERNIER TEXTE VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (p. 6966).

Vote sur l'ensemble (p. 6972).

Explication de vote :

M. Le Meur.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

M. le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 6972).

8. — 9^e Plan (deuxième loi de Plan). — Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 6972).

M. Taddei, rapporteur de la commission des finances.

M. Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

DERNIER TEXTE VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (p. 6972).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

9. — Dépôt de rapports (p. 6975).

10. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 6975).

11. — Dépôt de projets de loi rejetés par le Sénat (p. 6975).

12. — Clôture de la session extraordinaire (p. 6975).

PRESIDENCE DE M. FRANÇOIS MASSOT,
vice-président.

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

OUVERTURE DE LA PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1983-1984

M. le président. En application de l'article 29 de la Constitution, je déclare ouverte la première session extraordinaire de 1983-1984.

— 2 —

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le président du Conseil constitutionnel une lettre l'informant qu'en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, le Conseil constitutionnel avait été saisi, par plus de soixante sénateurs, de la loi sur l'enseignement supérieur, en vue de l'examen de la conformité de ce texte à la Constitution.

— 3 —

NOMINATION D'UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. En application de l'article 25 du règlement, j'informe l'Assemblée que M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) a été nommé membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement, en remplacement de M. Louis Darlinot, démissionnaire.

— 4 —

9^e PLAN (DEUXIEME LOI DE PLAN)

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 22 décembre 1983.

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur le projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan).

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte qu'elle a adopté le 30 novembre 1983.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de ce projet de loi (n^o 1948, 1954).

La parole est à M. Taddei, rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, mes chers collègues, nos collègues du Sénat ont cru bon, dans leur majorité, de voter contre chacun des trois articles composant le projet de deuxième loi de Plan.

En tant que rapporteur, j'ai eu l'occasion de dire tout le bien que moi-même et la majorité de mes collègues pensions de ce texte. Aussi la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, qui s'est réunie après l'échec, inéluctable dans ces conditions, de la commission mixte paritaire, a-t-elle conclu, sous réserve des amendements proposés par le Gouvernement, au maintien du texte que l'Assemblée nationale avait adopté en première lecture.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, nous débattons du 9^e Plan depuis six mois. Nous avons échangé tous les arguments sur son contenu. L'Assemblée est maintenant appelée à se prononcer en deuxième lecture.

Si, au terme de la procédure législative, elle se prononce favorablement, le 9^e Plan — fait historique — sera définitivement voté avant sa première année d'exécution, c'est-à-dire 1984.

La signification d'un tel événement n'échappera à personne, pas plus que le rôle qui incombe aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, personne ne s'étonnera de m'entendre dire que le groupe Union pour la démocratie française partage totalement l'analyse à la fois pertinente et modérée que le Sénat a faite du projet de deuxième loi de Plan, en particulier à travers le rapport préparé par sa commission des affaires économiques et du Plan.

Au stade de cette deuxième lecture, nous pourrions nous en tenir là. Mais, depuis le débat, pas intéressant au demeurant, que nous avons eu dans cette assemblée, une série d'événements significatifs se sont produits qui concernent directement les objectifs et les moyens du 9^e Plan. Ils nous conduisent à quelques rappels, car ils confortent les craintes que nous avons émises lors de la première lecture.

Premier événement : l'échec du Gouvernement sur le front de l'inflation. Le différentiel de l'inflation avec l'Allemagne est aujourd'hui plus élevé que jamais, de l'ordre de 6 à 7 p. 100, et l'objectif de 5 p. 100 de hausse des prix pour 1984 est quasiment abandonné. Tout permet par conséquent de penser que le système monétaire européen sera une fois de plus soumis à rude épreuve au cours de l'exécution du 9^e Plan.

Deuxième événement encore plus important, la rupture intervenue depuis fin novembre sur le front du chômage avec un chiffre réel de 2 230 000 demandeurs d'emploi. C'est le record absolu depuis le déclenchement de la crise. Il faut rappeler que ce niveau ne peut être considéré comme un plafond, car l'I. N. S. E. E. explicitement, la loi de finances pour 1984 implicitement, et des prévisions internationales concordantes prévoient un accroissement de 150 000 à 200 000 chômeurs au cours de l'année qui vient. On aura alors atteint dès 1984 le chiffre de 2 400 000 chômeurs.

Or, et ce rappel n'est pas inintéressant, les travaux du Plan intermédiaire, conduits sous l'autorité de M. Rocard, indiquent « qu'en l'absence de changement politique intervenu, la France aurait dénombré en 1986 au moins 2 400 000 chômeurs ». On peut ainsi dire que, mesdames, messieurs de la majorité, grâce au changement intervenu, vous aurez réussi à atteindre en

deux ans ce qui était craint à l'échéance de cinq ans. Le chômage étant par définition le résultat d'une politique, en quelque sorte son fruit, il est souhaitable que la politique actuelle soit encore plus profondément infléchie qu'elle ne l'a été récemment.

M. Jean Natiez. C'est à dire ?

M. Adrien Zeller. Faute de cela, l'on pourrait dire dès à présent que l'échec du 9^e Plan est déjà en route avant d'avoir été mis en œuvre, même si son vote intervient — et nous le reconnaissons volontiers — à temps. Mais seuls les résultats comptent, et nous émettons des craintes à cet égard.

Le troisième événement, ce sont les difficultés humaines, sociales et politiques des mutations industrielles et technologiques, apparues sous un jour nouveau, en particulier avec l'affaire Talbot. Chacun reconnaît ici, monsieur le secrétaire d'Etat, la difficulté de la tâche, mais est-il excessif de demander que, tout au long du 9^e Plan, l'on ne prépare pas une succession de drames et d'impasses, en particulier à cause de rivalités politiques et syndicales que nous observons aujourd'hui ? Je rappelle que le médiateur choisi par le Gouvernement avait conclu à la nécessité d'un règlement rapide du conflit et avait proposé des solutions concrètes. Personne n'a gagné à l'attentisme ministériel. Certes, il n'y a pas dans ce domaine de bonne solution, mais l'ambiguïté, l'attentisme et l'opportuniste dont font preuve certaines organisations sont, sans doute, la plus mauvaise des stratégies. Il était utile de le souligner.

Quatrième événement, essentiel, la déclaration, hier, du Président de la République sur sa conception de l'économie et, notamment, sur la liberté des prix. Chacun se souvient de la bataille que nous avions menée ici, il y a trois semaines, pour obtenir l'inscription dans le Plan de la libération des prix industriels dans les meilleurs délais.

Nous nous voyons donc aujourd'hui confortés dans cette demande et nous sommes contraints d'observer la contradiction entre les principes affirmés et la pratique qui aura cours en 1984.

Pourtant, dans ce domaine aussi, chaque mois, chaque semestre supplémentaire d'attente signifie des emplois et des investissements perdus. Vous êtes sûrement convaincu aujourd'hui de la force de ces arguments, qui sont repris par le Président de la République lui-même.

Cinquième événement, la révision en cours de vos objectifs en matière sidérurgique et charbonnière. Après avoir gravement trompé les populations des régions concernées, vous êtes en train, et je le reconnais volontiers, de vous rapprocher de la vérité. Tant mieux pour cet esprit de vérité, indispensable dans une période difficile, mais tant pis pour le temps perdu et les illusions semées !

M. Raymond Douyère. Monsieur Zeller, on commence même à « renifler » la vérité !

M. Jean-Claude Gaudin. Attendez un peu, vous verrez !

M. Adrien Zeller. Il vaut mieux parfois renifler la vérité, effectivement.

Dans ce contexte riche en enseignements, l'exercice du 9^e Plan aura, certes, constitué une étape dans le parcours des illusions vers les réalités accompli par le Gouvernement et sa majorité et, à ce titre, son rôle pédagogique aura sans doute été irremplaçable, et d'abord au sein même de la majorité — on pourrait en multiplier les exemples.

Mais, parce que nous craignons qu'il ne soit déjà bien tard, parce que nous trouvons exorbitant le prix que cette démarche zigzagante et hésitante fait payer à tous les Français, nous ne voterons pas ce texte.

M. Jean-Claude Gaudin. Très bien !

M. Dominique Taddei, rapporteur. C'est dur à applaudir !

M. le président. La parole est à M. Paul Chomat.

M. Paul Chomat. Je tiens à exprimer l'indignation de notre groupe parlementaire à la suite de certains propos tenus par M. Fourcade au Sénat.

M. Jean-Claude Gaudin. C'est à lui qu'il faut le dire !

M. Paul Chomat. Selon le compte rendu analytique, M. Fourcade a déclaré en substance, après que l'Assemblée eut repris, en deuxième lecture, le texte qu'elle avait précédemment adopté sur la démocratisation du secteur public : « Nous avions compté sans son intolérance » — il parlait de l'Assemblée nationale — « et il ne m'étonne pas qu'avec de tels parlementaires les affaires de la France soient si mal conduites. »

M. Raymond Douyère. Il a dit ça ?

M. Paul Chomat. Nous savions la majorité du Sénat à droite mais, naïvement, nous croyions que la bonne éducation des sénateurs de droite les rendait maîtres de leurs propos.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Tout se perd !

M. Paul Chomat. Si tel n'a pas été le cas avec la déclaration de M. Fourcade, cela ne doit rien au hasard.

M. Fourcade rejoint par là M. Pons qui, il y a quelques heures seulement, traitait les travaux de notre assemblée de « spectacle affligeant ».

Un député socialiste. A qui la faute ?

M. Paul Chomat. N'avons-nous pas appris, par de récentes interviews, que des membres influents des groupes U. D. F. et R. P. R. étaient portés à se rallier à M. Le Pen plutôt qu'à certains membres de l'opposition qu'ils jugeraient trop tièdes ?

En fait, par cette déclaration, M. Fourcade ne fait qu'apporter sa contribution à une campagne de discrédit de nos institutions et des élus issus du suffrage universel.

En fait, par cette déclaration, M. Fourcade ne fait qu'apporter Français en juin 1981...

M. Jean-Claude Gaudin. C'est loin, tout ça !

M. Paul Chomat. ... la majorité de l'Assemblée nationale joue son rôle et assure le travail législatif nécessaire pour aider au changement voulu par les travailleurs et les démocrates et faire en sorte qu'il devienne réalité. S'il en est, en revanche, qui, au Parlement comme dans le pays, œuvrent contre les intérêts de la France, ce sont bien les élus de droite qui s'opposent à ce changement et au redressement industriel de notre pays.

M. Paul Balmigère. Très bien !

M. Adrien Zeller. Que fait la C. F. D. T. ?

M. Paul Chomat. D'ailleurs, il est significatif que M. Fourcade ait tenu ces propos dans le débat sur la démocratisation du secteur public, après que M. Toubo... ait proclamé dans cet hémicycle la volonté du groupe R. P. R. de retarder l'adoption définitive de cette loi. Tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, la droite manifeste une nouvelle fois son intention d'user de procédures dilatoires pour retarder l'adoption de ce projet de loi et priver ainsi les salariés de ce secteur des avancées démocratiques importantes qu'il contient.

Concernant maintenant la deuxième loi de Plan, je rappellerai que, dans nos explications de vote, nous avions jugé positif que soit porté à quatre ans après le baccalauréat la durée de formation des instituteurs, mais que nous avions regretté qu'un amendement du Gouvernement pérennise l'existence de formations et de statuts différents pour les professeurs de deuxième cycle. Cela nous apparaissait d'autant plus regrettable que c'était inutile après le décret du 15 juin 1982, renouvelé depuis annuellement, qui permet déjà que, par dérogation, les P. E. G. C. soient recrutés à Bac + 4.

Nous avons donc, en conclusion de la première lecture, souhaité une plus réelle concertation et annoncé notre intention d'évoquer cette question de nouveau en deuxième lecture. C'est ce que nous faisons aujourd'hui.

Nous le faisons d'autant plus qu'il apparaît, notamment à travers un amendement déposé au Sénat, mais non défendu, que certains de nos collègues socialistes considèrent comme nous — et peut-être comme le ministre de l'éducation nationale, si l'on en juge par certaines de ses déclarations — que la question mérite de ne pas être tranchée de façon définitive.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Je disais, en introduction à ce débat, que nous avons beaucoup débattu. Ce fut souvent d'une manière fort intéressante. Pourtant, à l'évidence, nous ne nous sommes pas convaincus mutuellement, et l'intervention de M. Zeller vient de le démontrer une fois de plus.

M. Zeller a fait état de difficultés. Nous ne les nions pas, et je ne les ai jamais cachées à l'Assemblée nationale ou bien encore au Sénat. Mais le rôle du 9^e Plan est précisément de les analyser, d'organiser les moyens pour y répondre et déterminer des orientations qui s'imposent. Tout cela a bien été fait.

Je reprendrai chacun des points évoqués par M. Zeller.

En ce qui concerne l'inflation, il est vrai que la bataille est encore à gagner. Je l'ai répété hier au Sénat. Il est vrai que, dans un pays dont les structures inflationnistes ne datent pas d'hier et dont les comportements inflationnistes sont anciens, il nous faut continuer la lutte avec persévérance. Nous le faisons, et toute l'organisation du 9^e Plan participe de cette lutte.

N'essayons pas une fois de plus, monsieur Zeller, de créer l'inquiétude, de créer la peur...

M. Adrien Zeller. Nous n'avons pas à la créer ; elle existe !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. ... de penser le problème du système monétaire international.

M. Jean-Claude Gaudin. Ce n'est pas nous qui créons l'inquiétude !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Considérons simplement que la bataille sur l'inflation n'est pas encore gagnée. Qui dit le contraire, d'ailleurs ?

Quant à l'emploi, si c'est le reflet d'une politique, il y aurait beaucoup à dire sur les dix dernières années !

M. Jean-Claude Gaudin. Demandez donc à la C. G. T. ce qu'elle pense de la situation actuelle !

M. Michel Barnier. Parlez-nous plutôt des dix prochaines années, monsieur le secrétaire d'Etat !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Cela étant dit, j'ai bien indiqué, lors du débat en première lecture, mes inquiétudes quant à l'évolution du problème de l'emploi. Je n'ai rien caché de la situation.

Je ne me suis pas contenté de dire que la bataille était gagnée. J'ai affirmé très clairement qu'elle était encore devant nous et qu'il nous fallait la continuer avec force et persévérance, par la recherche d'une croissance plus forte, compatible avec nos équilibres, par l'effort de diffusion des technologies, par un niveau de formation plus élevé, par la diffusion des activités, par la prise en compte de l'organisation du temps de travail lié à l'évolution des technologies, du process de travail.

Ce sont là autant d'aspects sur lesquels vous n'êtes pas d'accord avec nous, ni sur le fond, ni sur la manière de les aborder, ni sur les orientations que nous prenons. Laissez-nous donc, monsieur Zeller, mener cette bataille pour l'emploi, contre le chômage, car il est vrai qu'elle n'est pas gagnée.

S'agissant de l'entreprise Talbot, je vous demande, monsieur Zeller, de faire attention à ce que vous dites. Il y a là une situation difficile où il faut prendre en compte tout à la fois les nécessités technologiques, l'évolution de l'organisation du travail et les problèmes douloureux qui se posent à des hommes souvent démunis face à cette situation.

M. Michel Barnier. Qu'avez-vous fait depuis 1981 ?

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Or, monsieur Zeller, si, il y a dix ans, on avait créé les conditions de cette modernisation au lieu d'importer une main-d'œuvre non qualifiée, exploitable et corvéable à merci, et si l'on avait pris la précaution d'aborder les évolutions nécessaires, on ne se trouverait pas dans la situation que nous connaissons aujourd'hui. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. Michel Barnier. Vous l'avez aggravée !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Cette situation, je l'ai prévue, analysée et dénoncée dès 1974 — relisez mes déclarations — alors que je ne pensais pas que je n'exprimerais aujourd'hui au nom du Gouvernement. Alors, de grâce, un peu de pudeur ! Reconnaissez — nous ne vous en demandons pas davantage — que des problèmes extrêmement difficiles sont apparus qui l'appartient à notre Gouvernement de prendre en compte, en mesurant leur dimension humaine.

M. Jean-Claude Gaudin. Vous ne les prenez pas en compte.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. C'est pour cela que nous élaborons un plan social pour Talbot. Et nous faisons là le travail que vous n'avez pas su faire, en essayant de répondre aux actions épouvantablement dangereuses qui ont été menées pendant dix ans, sans aucune précaution, par un certain patronat, avec la complicité des gouvernements alors en place. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Interruptions sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. Jean-Claude Gaudin. Vous avez aggravé la situation !

M. Jean Oehler. Reconnaissez vos erreurs, monsieur Gaudin !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Dans son discours, que j'ai écouté avec beaucoup d'attention, le Président de la République a insisté sur la nécessaire vérité des prix industriels. Il n'en a pas parlé dans les termes que vous avez indiqués. Et vous savez très bien, monsieur Zeller, que nous avons inscrit dans le 9^e Plan cet objectif : parvenir progressivement, mais le plus rapidement possible, à la liberté des prix industriels.

Là encore, le rôle du 9^e Plan n'est pas seulement pédagogique, mais aussi politique.

En 1982, lorsque nous avons fixé des objectifs pour la sidérurgie, nous l'avons fait en nous entourant de toutes les précautions techniques et après avoir recueilli l'avis d'experts. Hélas, les événements internationaux, et l'évolution, plus rapide que nous le pensions, de la crise sont venus remettre en cause la prévision qui a été faite. *(Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

Mais nous ferons face à ces nouvelles difficultés, dont il est tenu compte dans le 9^e Plan.

En ce qui concerne les contrats de Plan Etat-régions, les derniers arbitrages ont été rendus ce matin et je ferai parvenir aux commissaires de la République, d'ici à la fin de l'année, le dernier mandat de négociation pour la préparation de ces contrats de Plan Etat-régions, avant que ne soit abordée la dernière phase qui, je l'espère, aboutira à des signatures dans la totalité des régions. C'est dans cet esprit et avec cette volonté que nous avons travaillé.

Je rappelle que les contrats de Plan entre l'Etat et chaque région ont été institués par la loi du 29 juillet 1982. Ils sont le support du dialogue nouveau qui est en train de s'établir entre l'Etat et les régions, investies par les lois de décentralisation d'une compétence générale en matière de planification et de développement économique.

Sous mon autorité, et grâce à l'action de la D. A. T. A. R., un intense travail interministériel a abouti à l'examen, par le C. I. A. T. qui s'est réuni ce jour, de projets déjà très élaborés de ces contrats de Plan et à l'envoi d'ultimes instructions aux

commissaires de la République de région. Un C. I. O. M. concernant les départements et les territoires d'outre-mer aura lieu très bientôt.

Par ailleurs, le processus d'aller et retour entre le niveau régional et le niveau central a permis une très large concertation et confirmé les commissaires de la République dans leur rôle de négociation et de coordination.

Je constate avec satisfaction que les priorités nationales et les priorités régionales convergent largement puisque, en nombre, approximativement 85 p. 100 des actions conjointes retenues dans les contrats de Plan sont conformes aux programmes prioritaires d'exécution du 9^e Plan.

En cette fin d'année 1983, l'élaboration des contrats de Plan est très avancée et j'espère — nous faisons tout pour cela — qu'un grand nombre de contrats seront signés au cours du premier trimestre de 1984.

La deuxième loi de Plan précise l'objet et la portée des contrats de Plan entre l'Etat et les régions. L'ensemble des engagements financiers pluriannuels relève du sous-programme n° 2 du programme prioritaire n° 9.

Au stade actuel de la procédure, il est difficile de donner un bilan chiffré exhaustif et définitif des engagements de l'ensemble des ministères dans les contrats de Plan, puisque ces contrats ne sont pas encore définitivement arrêtés.

Dès que tous les contrats seront signés, le Gouvernement remettra au Parlement un document qui indiquera les engagements financiers pluriannuels contractualisés et leur référence aux programmes prioritaires d'exécution du 9^e Plan. Par ailleurs, ces engagements financiers figureront chaque année dans une annexe au projet de loi de finances.

Nous respectons ainsi strictement la volonté du législateur et le Parlement sera informé du détail de cette procédure de contractualisation par le rapport que je préparerai pour la session de printemps 1984, et par le rapport annexé à la loi de finances pour 1985.

M. Jean Natiez. Nous vous en remercions !

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Afin de vous donner un ordre de grandeur de ces engagements financiers, je peux cependant vous dire, malgré les incertitudes, le non-chiffrage de certaines actions et la non-délibération de conseils régionaux, que les estimations actuelles s'élèvent à environ 30 milliards de francs constants de 1984 pour la durée du 9^e Plan et environ 6,5 milliards de francs pour la seule année 1984.

Cette deuxième innovation fondamentale de la procédure du 9^e Plan que constitue la contractualisation entre donc dans sa phase définitive, les engagements de l'Etat correspondant à environ 6,5 milliards pour 1984 et à environ 30 milliards, comme je viens de l'indiquer, pour l'ensemble du 9^e Plan.

J'insiste sur le fait que l'Etat s'engagera financièrement avec les régions sur des actions de priorité nationale coïncidant avec des priorités régionales non pas sur un an mais sur cinq ans.

Sans entrer dans le détail des 1200 pages de projets et d'actions divers, qu'il appartiendra aux conseils régionaux de diffuser, je me bornerai à souligner la volonté de mobilisation économique, culturelle et d'aménagement du cadre de vie qui anime ce 9^e Plan et lui donne plus que jamais sa pertinence.

Certes, monsieur Chomat, tous les problèmes ne sont pas réglés. Ainsi que je l'ai rappelé hier soir au Sénat, nous avons considéré qu'il était nécessaire de faire un effort en ce qui concerne la formation initiale des instituteurs et des P.E.G.C., ce qui ne doit pas nous dispenser de réfléchir sur le niveau de formation initiale. M. Alain Savary a d'ailleurs fait une déclaration importante à ce sujet au Sénat.

En conclusion, je dirai que le 9^e Plan, par sa démarche, par sa cohérence, et par le fait même qu'il ne nie pas les difficultés et qu'il est lié à la procédure contractuelle qui entre dans sa phase définitive, marque la volonté politique qui est la nôtre de donner à notre pays toutes ses chances face à la crise et face aux mutations nécessaires.

Le 9^e Plan, et nous nous en sommes expliqués en première lecture, est placé sous le signe de la rudesse. Aussi, quand je constate le formidable effort consenti par l'ensemble des partenaires sociaux pour surmonter les difficultés, quand je considère leur sens de la discipline et de la responsabilité, je suis parfois choqué par les crises, les clameurs, les réactions d'égoïsme de ceux qui, pourtant, vivent le moins douloureusement ces difficultés.

Il ne faudrait pas que, comme en d'autres périodes de notre histoire, les plus défavorisés, ceux qui vivent avec le plus d'angoisse cette mutation économique soient les seuls à comprendre profondément la nécessité de l'effort.

Oui, il serait bon, face à la crise et à l'effort qu'elle exige de notre pays, qu'il y ait un peu moins d'égoïsme et un peu plus de volonté nationale ! *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. Adrien Zeller. Il y en a dans toutes les couches de la population !

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi est de droit conformément à l'article 109 du règlement, dans le texte précédemment adopté par l'Assemblée nationale et qui a été rejeté par le Sénat en première lecture.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Est approuvé le rapport annexé à la présente loi relatif au 9^e Plan de développement économique, social et culturel de la nation (deuxième loi de Plan), sous réserve que, dans ce rapport :

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 1 :

Page 16, le 1. soit complété par l'alinéa suivant :

« Un effort particulier sera engagé pour accroître la proportion de la transformation nationale du bois, notamment au niveau des produits finis. »

Page 18, le 2. du sous-programme 5 soit complété par la phrase suivante : « En tout état de cause, l'épargne populaire que constituent les livrets A de caisse d'épargne et les Codévi sera protégée. »

Page 18, après le sous-programme 5, soit inséré le nouveau sous-programme suivant :

« Sous-programme 6 : développer la coopération industrielle européenne :

« Compte tenu de l'importance de leur retard technologique par rapport aux Etats-Unis et au Japon et du potentiel considérable de leurs économies dans les domaines de la recherche et de l'industrie, les Etats membres de la Communauté européenne devront unir leurs efforts pour assurer à l'Europe le rang de grande puissance économique mondiale qui devrait normalement lui revenir.

« La France aura en ce domaine un rôle essentiel de proposition et d'impulsion. Elle poursuivra, en particulier, les objectifs suivants :

— contribuer au développement de projets communs dans le domaine de la recherche, notamment pour les technologies de l'information (poursuite du programme Esprit), les biotechnologies, la fusion nucléaire et les énergies nouvelles ;

— favoriser la constitution de groupes industriels européens, en recherchant, en particulier, une meilleure compatibilité des législations commerciales et fiscales des différents Etats membres ;

— promouvoir la définition d'une politique commerciale commune, capable de garantir le développement initial des nouvelles industries de pointe et d'assurer le nécessaire adaptation d'industries plus anciennes, notamment le textile. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 2 :

Page 23, le premier alinéa soit ainsi rédigé :

« Le 9^e Plan a pour ambition de parvenir à élever les qualifications de tous les jeunes, notamment en évitant que certains d'entre eux soient dépourvus de toute qualification, afin de leur permettre d'être en prise sur les mutations technologiques indispensables à la croissance économique et de jouer tout leur rôle dans la vie sociale et culturelle. »

Page 24, la seconde phrase du deuxième alinéa du sous-programme 1 soit complétée par les mots : « sans négliger les besoins qui se manifestent aussi dans le monde rural. »

Page 24, après le deuxième alinéa du sous-programme 1, soit inséré l'alinéa suivant :

« L'enseignement élémentaire devra jouer un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités scolaires. Un approfondissement de la réflexion pédagogique et une transformation des conditions de fonctionnement de l'école devront être menés afin qu'elle assure notamment la continuité entre l'enseignement préélémentaire et le collège. »

Page 25, après la deuxième ligne, soit insérée la phrase suivante : « Dans cette perspective, il faudra, en premier lieu, porter à quatre ans la durée de formation des instituteurs et des professeurs actuellement recrutés sous le nom de professeurs d'enseignement général des collèges. »

Page 25, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 2, soit insérée la phrase suivante : « Un effort particulier sera accompli pour assurer une réelle égalité d'accès à cet enseignement pour les jeunes gens comme pour les jeunes filles. »

Page 26, dans la première phrase du septième alinéa, aux mots : « s'inspireront de principes analogues », soient substitués les mots : « auront pour objet de combler le retard et de réaliser la parité de cet enseignement avec l'enseignement général ».

Page 26, après le premier alinéa du sous-programme 3, soit inséré l'alinéa suivant :

« Les missions locales, dont l'action est coordonnée par une délégation interministérielle et dont le nombre augmentera d'ici à 1988, prendront une part croissante dans ce dispositif en veillant à ce que les divers modes d'insertion professionnelle et sociale des seize-vingt-cinq ans soient pour chaque jeune l'instrument d'un projet personnel dont le suivi et la progression dans le temps seront assurés. »

Page 27, à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du sous-programme 4, au mot : « décentralisée » soit substitué le mot : « déconcentrée ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 3 :

Page 32, le sous-programme 1 soit complété par l'alinéa suivant :

« La coopération internationale, sous toutes ses formes, continuera à être encouragée, en accordant une attention particulière aux programmes communautaires. Indispensable pour la réalisation de certains grands équipements, cette coopération ne saurait pour autant être motivée uniquement par des raisons de coût, mais au-delà, réaliser la convergence des efforts de recherche et développement, gage de gain de temps et d'effets multiplicateurs dans les résultats. »

Page 33, le quatrième alinéa du sous-programme 2 soit complété par la phrase suivante : « ; des incitations à la création de banques de données spécialisées seront mises en œuvre ».

Page 33, avant le dernier alinéa du sous-programme 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Par ailleurs, les efforts visant à favoriser la rédaction, l'impression et la diffusion de publications en langue française seront poursuivis et accrus. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 4 :

Page 43, la deuxième phrase du premier alinéa du 1., soit complétée par les mots : « et accordant, là où le besoin existe, une large place à l'expression et à la promotion des langues et cultures régionales ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 5 :

Page 48, à la fin de la première phrase du premier alinéa, aux mots : « de 50 p. 100 », soient substitués les mots : « qui repose à la fois sur la diversification des approvisionnements énergétiques et une production nationale couvrant 50 p. 100 de la consommation ».

Page 48, dans le cinquième alinéa du sous-programme 1, après les mots : « (arrêté du 5 juillet 1977) », soient insérés les mots : « , au cours de laquelle plusieurs alternatives devront être étudiées. »

Page 48, dans la première phrase du neuvième alinéa du sous-programme 1, après les mots : « E. D. F. mènera une politique commerciale », soient insérés les mots : « et technologique ».

Page 50, après le sixième alinéa du 3., soit inséré l'alinéa suivant :

« — La promotion, dans la construction, de l'utilisation du solaire passif. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 6 :

Page 56, avant le premier alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« Le redressement de la situation de l'emploi sera d'abord attendu d'un taux de croissance le plus élevé possible dans l'objectif notamment de parvenir, en fin de période, à un taux de croissance supérieur d'un point à celui observé en moyenne pondérée chez nos partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économique. »

Page 56, le début du premier alinéa soit ainsi rédigé : « Dans la mesure où la croissance économique risque de ne pas suffire à elle seule à redresser la situation de l'emploi, un effort très important... » (Le reste sans changement.)

Page 56, le troisième alinéa soit complété par les mots : « , permettant notamment une plus grande intervention des salariés dans leur travail, dans les choix technologiques et industriels de l'entreprise, un meilleur dialogue social ».

Page 56, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 1, soit insérée la phrase suivante : « Il y a lieu de développer la négociation en prenant en compte l'obligation annuelle de négocier dans les entreprises sur la durée effective du travail instituée par la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. »

Page 56, à la fin de la première phrase du second alinéa du 1. du sous-programme 1, aux mots : « les aspects sociaux et les aspects économiques de la réduction du temps de travail », soient substitués les mots : « les aspects sociaux de la réduction du temps de travail et ses aspects économiques, en particulier la durée d'utilisation des équipements ».

Page 57, le deuxième alinéa soit complété par la phrase suivante : « Les contrats de plan intégreront la dimension emploi-formation-organisation du travail. »

Page 57, après le deuxième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant : « Le Gouvernement rencontrera, dès le début de la période d'exécution du Plan, chacun des partenaires sociaux, pour favoriser la mise en œuvre des accords portant sur la réduction du temps de travail et la nouvelle organisation du travail. »

Page 57, la dernière phrase du quatrième alinéa soit complétée par les mots : « pour les travailleurs postés et dans les entreprises introduisant d'importantes innovations technologiques ».

Page 57, après le quatrième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant : « La durée maximale du travail sera abaissée et la durée légale adaptée à l'évolution des négociations. »

Page 57, après le dernier alinéa du 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Enfin l'efficacité de ce sous-programme nécessite que soit poursuivie et amplifiée la lutte contre toutes les formes de travail clandestin et que soit franchie une nouvelle étape dans la limitation des cumuls abusifs « emploi-retraite ».

Page 58, le deuxième alinéa du sous-programme 2 soit ainsi rédigé :

Le service public de l'emploi sera renforcé : les institutions (agence nationale pour l'emploi, association pour la formation professionnelle des adultes, union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, services extérieurs du travail et de l'emploi) seront rapprochées : elles pourront mettre en commun leurs moyens et engager des actions concertées en vue de la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, de développer diverses formules d'aides à la création d'emplois et de soutien aux initiatives locales. Son développement sera favorisé et sa gestion modernisée.

Page 59, après le second alinéa du 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Les organismes de formation professionnelle doivent être mobilisés dans leur ensemble au bénéfice des travailleurs touchés par les reconversions industrielles de manière à assurer à ces derniers une qualification correspondant aux nouvelles technologies ».

Page 60, à la fin du dernier alinéa soit inséré l'alinéa suivant :

« L'ensemble de ces dispositions devrait, pour plus d'efficacité, s'accompagner d'un aménagement des seuils créés par la législation du travail, pour qu'ils ne constituent plus des obstacles à l'embauche. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 7,

Page 66, le second alinéa du 3. du sous-programme 3 soit ainsi rédigé :

« En outre, des actions seront engagées pour renforcer la fonction commerciale des entreprises, en particulier dans les petites et moyennes industries. Des études précises seront conduites sur les produits importés dans une proportion élevée, afin de mieux cerner les carences de l'offre française et de faire appel aux initiatives industrielles. »

Page 66, le dernier alinéa du 3. du sous-programme 3 soit complété par la phrase suivante :

« Dans le domaine des pêches maritimes et des cultures marines, les investissements qui permettent de développer l'offre française des produits de la mer et de moderniser les industries de transformation de ce secteur seront favorisés. »

Page 68, après le dernier alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« L'ensemble des efforts de redressement des échanges extérieurs de la France devra s'inscrire dans le cadre de politiques communes adaptées au niveau des Communautés européennes et en collaboration avec les autres Etats partenaires au Traité. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 8 :

Page 72, le septième alinéa soit complété par la phrase suivante : « Cette étude sera menée en concertation avec les partenaires sociaux et familiaux. »

Page 72, le deuxième alinéa du sous-programme 2, soit complété par la phrase suivante : « Il ne saurait, en effet, être question de remettre en cause les droits des femmes à exercer, au même titre que les hommes, une activité professionnelle ».

Page 74, dans la première phrase du deuxième alinéa, aux mots : « et aux administrations », soient substitués les mots : « , aux administrations et aux élus ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 9 :

Page 81, le premier alinéa soit complété par la phrase suivante : « Elle luttera contre la désertification des campagnes en vue de maintenir un équilibre satisfaisant entre le milieu urbain et le tissu rural. »

Et qu'en conséquence, page 80, dans la première phrase du dernier alinéa, soit substitué au chiffre : « quatre », le chiffre : « cinq ».

Page 83, la première phrase du deuxième alinéa du 2. soit complétée par les mots : « ainsi que le transfert de services administratifs de l'Etat vers les régions et les collectivités locales ».

Page 83, dans le troisième alinéa du 2., après les mots : « de la gestion », soient insérés les mots : « et compte tenu de la politique de déconcentration ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 10 :

Page 85, le début du premier alinéa soit ainsi rédigé : « Pour essayer de recréer une vie collective dans les villes dont chaque citoyen soit acteur, la collectivité... » (Le reste sans changement.)

Page 85, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 1, soient insérés les mots : « sans oublier le quart monde, c'est-à-dire les familles et les personnes en situation d'extrême précarité ».

Page 85, au début de la seconde phrase du premier alinéa du 1., soient substitués aux mots : « Pour tenir compte du retard de l'outre-mer, un effort particulier y sera fait », les mots : « Un effort tout particulier sera fait outre-mer ».

Page 85, le début de la troisième phrase du troisième alinéa du 1., soit ainsi rédigé : « Les difficultés de gestion des organismes d'habitations à loyer modéré rendent plus difficile l'indispensable politique... » (Le reste sans changement.)

Page 86, dans la seconde phrase du troisième alinéa du 2., au mot : « concernées », soient substitués les mots : « et des partenaires concernés ».

Page 87, dans le cinquième alinéa, après les mots : « d'une manière générale », soient insérés les mots : « pour améliorer la qualité urbaine de l'environnement en cherchant à ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 11 :

Page 94, dans le deuxième alinéa du 1. du sous-programme 2, après les mots : « domaines de la périnatalité, » soient insérés les mots : « de la médecine scolaire ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 12 :

Page 101, le second alinéa du 4. soit complété par les mots : « dans la perspective définie par le rapport de la commission des maires sur la sécurité dans les villes : prévention, répression, solidarité. »

Page 101, dans la première phrase du second alinéa du 2. du sous-programme 2, après les mots : « notamment par un rééquilibrage », soit inséré le mot : « mesuré ».

Page 101, la première phrase du second alinéa du 2. du sous-programme 2 soit complétée par les mots : « offrant aux intéressés, les garanties nécessaires ».

Page 105, dans la seconde phrase du 5., après les mots : « programmes de sécurité concertés », soient supprimés les mots : « et cofinancés ».

Page 105, le 5. soit complété par la phrase suivante : « Des cofinancements pourront, éventuellement, être recherchés auprès des collectivités intéressées. »

Page 116, dans la première phrase du quatrième alinéa, aux mots : « les usages économiquement rationnels de l'électricité », soient substitués les mots : « les usages économiquement et techniquement performants de l'électricité ».

Page 117, dans le troisième alinéa, après les mots : « en mesure de couvrir », soient insérés les mots : « au moins ».

Page 117, la première phrase du quatrième alinéa soit ainsi rédigée : « En tout état de cause, l'Etat maintiendra en francs constants l'effort financier fait pour les bassins charbonniers. »

Page 119, après la quatrième phrase du deuxième alinéa, soit insérée la phrase suivante : « Parmi ces actions, on s'efforcera de rendre l'industrie plus attrayante à la jeunesse, au cours des différentes étapes du système éducatif, au sein de l'entreprise par une meilleure adéquation du travail et de la qualification acquise mais surtout par les conditions de rémunération et de travail. »

Page 128, avant le premier alinéa, l'intitulé soit complété par les mots : « ET A LA MER ».

Page 129, dans l'avant-dernière phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « améliorées », soit inséré le mot : « , notamment ».

Page 131, après le huitième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« La réduction du déficit de la balance des produits de la mer sera assurée par le programme pluriannuel de renouvellement

de la flotte de pêche, afin de maintenir l'approvisionnement national, par le développement des cultures marines, notamment pour les espèces les plus déficitaires (pectinidés, crustacés, salomonidés). Le déficit sera également réduit par une meilleure organisation de la commercialisation de la production nationale, sur le marché intérieur et à l'exportation, avec la participation des organisations de producteurs et du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (F.I.O.M.), ainsi que par la mise en valeur des richesses halieutiques de l'outre-mer.

Page 152, la seconde phrase du premier alinéa du 2., soit ainsi rédigée : « Les contrats de plan contiendront les dispositions suivantes, qui pourront, toutefois, être adaptées au cas particulier de chaque entreprise ».

Page 153, dans la deuxième phrase du premier alinéa du 3., aux mots : « à l'avis », soient substitués les mots : « à la délibération ».

Page 153, avant le dernier alinéa du 4., soit inséré l'alinéa suivant :

« Une information régulière des régions devra être assurée par les sociétés nationales sur le contenu et l'exécution des contrats de plan Etat-entreprises publiques. »

Page 160, la seconde phrase et le début de la troisième phrase du premier alinéa du 1 2., soient ainsi rédigés : « La tendance à son renforcement ne saurait mettre en cause le rôle et l'importance des régimes obligatoires de retraites (de base et complémentaires) qui au même titre que les régimes particuliers doivent assurer des pensions de retraite tendant à répondre aux besoins des intéressés. La gestion collective de cette épargne... (Le reste sans changement). »

Page 161, le deuxième alinéa du 2., soit complété par la phrase suivante : « à cette fin, des contrats de plan pourront être conclus entre l'Etat et les établissements financiers, bancaires, et non bancaires, précisant notamment les critères permettant une attribution des crédits conforme aux priorités définies par le Plan ».

Page 166, dans la première phrase du sixième alinéa du 2.3.3., après les mots : « la conférence financière régionale », soit supprimé le mot : « et ».

Page 168, après la première phrase du sixième alinéa du 2.3.3., soit insérée la phrase suivante : « La conférence financière régionale sera consultée sur l'ensemble des opérations d'investissement financées totalement ou partiellement sur fonds publics, à partir d'un seuil fixé par décret. »

Page 167, après le premier alinéa du 3.1., soit inséré l'alinéa suivant :

« Afin de respecter les votes du Parlement et les priorités définies par lui, la procédure des annulations de crédits ne sera utilisée que pour procéder aux ajustements techniques strictement indispensables. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Vous aurez noté, mes chers collègues, qu'en séance publique, comme je l'ai fait en commission mixte paritaire et, il y a quelques instants, en commission des finances, je n'ai pas ouvert le débat de fond, de manière à ne pas prolonger inutilement les travaux du Parlement. L'intervention de M. Zeller m'oblige à changer d'attitude.

Sur le plan personnel, M. Zeller m'a fort déçu. Confondre un commentaire du dernier journal télévisé sur les nouvelles qui viennent de tomber et la discussion d'un projet qui engage l'avenir de la France pour cinq ans est un exercice qui, au mieux, relève du détournement de procédure et, au pire, signifie qu'on n'a pas très bien compris la problématique du Plan quinquennal.

Sur le plan humain, et c'est plus grave encore, M. Zeller m'a également très déçu. Personnellement, je ne fais jamais état de mes titres universitaires ni des qualifications professionnelles des uns et des autres parce que je considère que nous sommes tous ici des élus du peuple et que, à ce titre, nous sommes tous également compétents pour traiter des grands problèmes de la nation. Or M. Zeller, lui, est venu nous dire que ce débat a été utile à la majorité sur le plan de la pédagogie économique. Sans ne livrer à son endroit au terrorisme intellectuel, je voudrais lui démontrer que c'est lui qui semble avoir besoin de quelques leçons d'économie politique.

Quand vous nous parlez des prix, monsieur Zeller, il ne faut pas confondre taux absolu d'inflation et taux différentiel d'inflation. Si vous parlez du taux absolu d'inflation, sachez qu'il était de 14 p. 100 quand vos amis étaient au pouvoir et qu'il est tombé en dessous de 10 p. 100 aujourd'hui. Si vous parlez du taux différentiel d'inflation, comme le font parfois certains de vos collègues dont le raisonnement est un peu plus sophistiqué, rappelez-vous que chaque fois que l'inflation mondiale s'est réduite le différentiel d'inflation de la France a augmenté, et

inversement. Essayez donc de parler de choses précises, et ne prétendez pas à la pédagogie économique quand vous êtes nettement à côté de la question.

En ce qui concerne la libération des prix, vous vous êtes flatté de la leçon que vous aviez donnée au Gouvernement et à sa majorité dans ce domaine. Comme vous êtes — je le crois encore — un homme de bonne foi, je vous invite à vous reporter à mon rapport où j'avais moi-même indiqué qu'il était souhaitable d'aller dans le sens de la libération des prix industriels.

Ce qui nous oppose probablement, c'est le point de savoir si le régime des prix, libérés ou bloqués administrativement d'une manière ou d'une autre, est une affaire de doctrine ou de politique conjoncturelle qui peut varier selon les périodes. Moi, je suis contre le dogmatisme. Je ne crois pas que l'on puisse bloquer l'ensemble des prix d'une manière généralisée et permanente, et je l'ai expliqué dans mon rapport. A cet égard, ceux qui croient que les prix peuvent, en toute circonstance, demeurer libres, semblent ne pas se souvenir des variations dans le régime des prix que l'on pouvait constater quand ils étaient au pouvoir.

Pour ce qui est du chômage, dois-je rappeler que le nombre de chômeurs a doublé tous les quatre ans, dans notre pays, pendant vingt ans ? Il a augmenté de 1 400 p. 100 en dix-neuf ans pendant que vous étiez au pouvoir ! Il convient de rapporter ce chiffre à l'augmentation de 3 p. 100 enregistrée sur un mois, selon les statistiques officielles de l'I. N. S. E. E. que je cite de mémoire.

M. Michel Barnier. Parlez-nous un peu de l'avenir, monsieur le rapporteur !

M. Dominique Taddei, rapporteur. Je reconnais que le taux d'investissement dans l'industrie manufacturière française a été équivalent à celui qui fut enregistré dans les pays étrangers jusqu'en 1973 si bien que la position relative de la France, qu'il s'agisse de l'automobile ou de la sidérurgie, ne s'est pas détériorée. En revanche, après 1974, au début d'un septennat, nous sommes passés du deuxième à l'avant-dernier rang des pays développés et, depuis, la situation de la France n'a cessé de se dégrader quant à son investissement et, inéluctablement, quant à nos parts de marché, intérieur ou extérieur, d'où les difficultés que nous connaissons non seulement chez Talbot et dans la sidérurgie, mais aussi ailleurs, comme vous le constaterez si vous suivez d'autres journaux télévisés.

Pour conclure, je vous suggère, monsieur Zeller, de revoir un peu votre histoire et de consulter éventuellement quelques excellents manuels — il y en a de tous bords — lorsque vous estimerez devoir nous donner des leçons d'économie politique, à moins que ce ne soit de politique économique. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Cette diatribe un peu violente ne peut rester sans réponse. Je renvoie notre rapporteur à l'article de M. François Simon, paru dans *Le Monde*, journal qui ne peut être suspect aux yeux de la majorité (murmures sur les bancs des socialistes), et relatif à l'application du Plan intérimaire.

Il est maintenant bien établi qu'il vous a fallu deux ans et demi pour vous rendre compte des réalités. Les faits sont têtus : nous n'avons pas manqué de vous le dire depuis juillet 1981. Nous nous félicitons que vous commenciez à en prendre conscience, comme l'ont fait le Président de la République, s'agissant des prix, de la fiscalité, des prélèvements excessifs ; ou certains syndicats qui n'aient jusqu'à maintenant les évidences, en ce qui concerne la production charbonnière, énergétique ou sidérurgique. A cet égard, je me souviens de l'objectif que vous vous étiez fixé : 30 millions de tonnes. Nous n'en sommes même plus aux 27 millions de tonnes du rapport de M. Judet mais à 17 millions de tonnes !

Il vous a fallu deux ans pour aboutir à des chiffres plus vrais et c'est cela que tentaient à démontrer mes efforts pédagogiques. Monsieur Taddei, ne feignez donc pas de croire que j'ai mis en cause vos talents de professeur d'économie politique. Je ne suis pas, quant à moi, professeur, mais j'ai observé la réalité. C'est ce qui nous distingue !

M. Dominique Taddei, rapporteur. Je vous dédicacerai mes œuvres complètes ! (Sourires.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 1 ainsi rédigé :

« Dans l'article 1°, après les dispositions concernant la page 23 du rapport annexé, insérer les dispositions suivantes : page 23, dans le dernier alinéa du 1., aux mots : « à l'éducation nationale », soient substitués les mots : « au ministère de l'éducation nationale et 1250 au ministère de l'agriculture ».

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Dans le droit fil du débat que nous avons eu en première lecture, cet amendement tend à montrer clairement la volonté du Gouvernement de développer les nouveaux procédés d'utilisation du charbon.

Cet amendement reprend le contenu d'un amendement présenté par la commission en première lecture, mais en l'intégrant au sous-programme n° 4 du programme d'exécution prioritaire n° 5.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Dominique Taddei, rapporteur. La commission a accepté cet amendement, qui correspond à une préoccupation exprimée sur tous les bancs.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 2 ainsi rédigé :

« Dans l'article 1^{er}, après les dispositions concernant la page 50 du rapport annexé, insérer les dispositions suivantes : « page 52, le 4 du sous-programme 4 soit complété par les mots : « mise en valeur de procédés nouveaux d'utilisation du charbon ».

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je viens de constater que j'ai en fait défendu l'amendement n° 2, par suite d'une intervention. Je suis cependant heureux que l'Assemblée ait adopté l'amendement n° 1.

Mon argumentation pour défendre l'amendement n° 1 a dû paraître pour le moins curieuse. Cet amendement tendait à créer 1250 postes au ministère de l'Agriculture en faveur de l'enseignement technique agricole, suite au débat que nous avons eu à ce sujet en première lecture.

L'amendement n° 2, quant à lui, tend à permettre une meilleure valorisation de notre charbon.

M. le président. L'Assemblée a sans doute été convaincue par le simple libellé de l'amendement n° 1. (Sourires.)

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 2 ?

M. Dominique Taddei, rapporteur. Ma remarque était suffisamment générale pour s'appliquer aussi bien à l'amendement n° 1 qu'à l'amendement n° 2. (Sourires.)

Sur ce point comme sur le précédent, l'ensemble de nos collègues avaient demandé une amélioration du texte du Gouvernement. Nous remercions M. le secrétaire d'Etat d'être allé dans le sens que nous avions souhaité en première lecture.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 3 ainsi rédigé :

Dans l'article 1^{er}, après les dispositions concernant la page 86 du rapport annexé, insérer les dispositions suivantes : « page 86, dans le quatrième alinéa du 2., les chiffres 27 000 et 9 500 soient respectivement remplacés par les chiffres 25 000 et 8 000. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. Il s'agit, par souci de cohérence, de rectifier une erreur technique, qui n'est toutefois pas fondamentale, afin de respecter les objectifs quantitatifs retenus pour les P.A.L., U.L.O.S. sur la durée du Plan et le financement global qui leur est consacré, tels qu'ils ressortent des tableaux des pages 90 et 91.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Dominique Taddei, rapporteur. La majorité de la commission a suivi le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« Dans l'article 1^{er}, supprimer les dispositions concernant la page 167 du rapport annexé. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. C'est là un problème important qui a donné lieu à une longue explication du Gouvernement devant l'Assemblée. Nous n'avons cependant pas été compris. Après avoir vérifié les conséquences de la disposition adoptée par l'Assemblée en première lecture, nous souhaitons revenir sur ce point et supprimer, dans l'article 1^{er}, les dispositions concernant la page 167 du rapport annexé.

En première lecture, l'Assemblée nationale a en effet adopté l'amendement n° 118, qui n'avait d'ailleurs pas été examiné par la commission des finances. Il avait pour objet de limiter les

pouvoirs attribués au ministre chargé du budget puisqu'il prévoyait que la procédure des annulations de crédits ne serait utilisée que pour procéder aux ajustements techniques strictement indispensables.

Rappelons que l'article 34 de la Constitution, qui détermine le domaine de la loi, prévoit que « les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ». Or, l'article 13 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique dispose que « tout crédit qui devient sans objet en cours d'année peut être annulé par arrêté du ministre des finances après accord du ministre intéressé ».

L'amendement adopté en première lecture se propose en fait de compléter, voire de modifier l'article 13 de la loi organique puisque, à la notion de « crédit sans objet », il ajoute ou substitue le principe d'ajustement technique strictement indispensable ».

Si une telle modification devait être apportée à l'article 13 de la loi organique du 2 janvier 1959, il conviendrait de procéder à cette modification dans les formes prévues à l'article 46 de la Constitution.

En tout état de cause, une loi de Plan ne peut modifier une loi organique. Il convient donc, je le répète, de ne pas retenir cette disposition adoptée en première lecture. C'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus au terme d'une étude approfondie de ses implications juridiques et constitutionnelles.

Nous comprenons cependant parfaitement la démarche de l'Assemblée, qui a manifesté son souci de ne pas voir les engagements des programmes prioritaires remis en cause. En tant que responsable du Plan, je partage ce souci. D'ailleurs, notre décision de présenter chaque année, à la session de printemps, un rapport d'exécution du Plan et de déposer chaque année un rapport annexé à la loi de finances prévoyant les modalités de financement du Plan va bien dans ce sens. On ne peut donc nous suspecter de laxisme alors que nous sommes les premiers à avoir introduit cette obligation et à avoir, dans un document annexé à la loi de finances pour 1984, donné le détail des crédits engagés par le ministère, par chapitre et par action.

L'effort que nous avons accompli en la matière est si important, si novateur, que nous ne pourrions accepter une critique qui remettrait en cause cette démarche fondamentale. Le Gouvernement a pris un engagement devant l'Assemblée et il l'a tenu.

Il ne serait donc pas acceptable, quoique nous comprenions l'état d'esprit qui a présidé à l'adoption de la disposition incriminée, de remettre en cause une procédure soigneusement décrite, non seulement par l'article 34 de la Constitution mais également par la loi organique de janvier 1959.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Dominique Taddei, rapporteur. La commission, tout en estimant que l'amendement adopté par l'Assemblée apportait un éclairage intéressant, s'est rendue à l'argumentation constitutionnelle du Gouvernement et a donc accepté l'amendement n° 4 tendant à supprimer les dispositions visées.

M. le président. La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. J'ai attentivement écouté les arguments avancés par M. le secrétaire d'Etat.

J'aurais préféré qu'il nous dise que cette disposition, adoptée par l'Assemblée en première lecture à l'initiative de M. Méhaignerie et de M. Planchou, n'avait pas sa place dans ce document étant donné que, effectivement — M. le secrétaire d'Etat a raison de le souligner — une série de garanties financières sont prévues quant à la réalisation de ces actions.

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. C'est important monsieur Zeller !

M. Adrien Zeller. Il n'y a pas, selon nous, contradiction entre la loi organique et le libellé de l'amendement adopté en première lecture. Pourquoi ? La loi organique vise les crédits qui deviennent « sans objet ». L'amendement adopté était ainsi rédigé : « Afin de respecter les votes du Parlement et les priorités définies par lui, la procédure des annulations de crédits ne sera utilisée que pour procéder aux ajustements techniques strictement indispensables. » D'une certaine manière, il interdirait la loi organique. Le Parlement, dans le cadre de la loi organique avait affiné la règle du jeu en précisant ce qu'il entendait par « crédit qui devient sans objet ».

Je rejette donc l'argumentation avancée par M. le secrétaire d'Etat et nous allons par conséquent voter contre la suppression de l'amendement adopté en première lecture.

M. Jean-Claude Gaudin. Pour une fois que M. Méhaignerie et M. Planchou étaient d'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Zeller et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 5 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 1^{er} par les dispositions suivantes :
« — page 173, avant le deuxième alinéa du I., soit inséré l'alinéa suivant :

« Aucun redressement durable de la situation financière des entreprises ne peut être opéré tant que subsistera un blocage ou un encadrement des prix industriels. Le retour à la liberté des prix industriels est urgent et indispensable. »

La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Nous sommes ici au cœur de la politique industrielle et de la politique économique. Cet amendement est relatif à la liberté des prix et nous avons défendu un amendement analogue en première lecture.

Nous jugeons en effet utile, monsieur le rapporteur, de tenir compte des orientations données par le Président de la République et de modifier le texte en soulignant l'urgence de la libération des prix industriels.

J'ai cru comprendre en commission que vous avez rejeté cet amendement. Votre position n'est pas cohérente : en effet, s'il est un secteur où la libération des prix devrait être immédiate, c'est bien celui de l'industrie, qui est soumise à une forte concurrence, notamment internationale. Je ne vois vraiment pas pourquoi vous tardez à lui accorder cette liberté. Si vous la lui aviez accordée, ce n'aurait pas été une satisfaction donnée à l'opposition, mais une mesure prise dans l'intérêt général du pays.

D'ailleurs, le Président de la République est allé encore plus loin. Je le cite : « On ne peut contraindre les secteurs vivant de l'activité économique par des mesures administratives. »

M. Jean-Claude Gaudin. Très bien !

M. Adrien Zeller. Il ajoute : « Je ne suis pas partisan de la politique des indices, mais de la vérité et de la réalité des coûts et des prix. »

Nous sommes d'accord.

M. Raymond Douyère. Vous êtes d'accord avec le Président de la République ?

M. Adrien Zeller. Mais alors, pourquoi avoir voté hier un texte aussi restrictif en ce qui concerne le prix de l'eau ? L'activité des collectivités locales concourt à la prospérité générale. Tout en les incitant à gérer rationnellement leur réseau, il eût été possible de se rapprocher de la vérité des prix et des coûts et de laisser, là aussi, jouer les lois économiques fondamentales.

Le texte qui nous est soumis est vraiment décalé par rapport aux déclarations les plus récentes, qui représentent pour nous des orientations fondamentales — et j'ose espérer qu'il en est de même pour vous.

M. Jean-Claude Gaudin. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 5 ?

M. Dominique Taddei, rapporteur. Après l'échange de propos un peu vifs que nous avons eu tout à l'heure, je tiens à remercier très sincèrement M. Zeller d'avoir cité avec un tel zèle (sourires) les propos du Président de la République. A peine la déclaration présidentielle est-elle tombée sur les télécopieurs qu'il souhaite lui conférer force de loi !

M. Adrien Zeller. C'est pour vous aider !

M. Dominique Taddei, rapporteur. Nous aussi cherchons à appliquer avec zèle les initiatives présidentielles, mais, à ce point, c'est rare et je tiens donc à rendre hommage à notre collègue.

Sur le fond, je dirai que M. Zeller a apporté une précision intéressante qui ne figure malheureusement pas dans le texte de son amendement. Il a en effet précisé que la libération des prix devait bénéficier au secteur industriel exposé à la concurrence internationale. C'est exact, mais le texte de l'amendement est très flou.

M. Zeller aurait dû se reporter à la page 123 du rapport annexé au projet de loi, qui précise : « Il conviendra en outre de revenir aussitôt que possible, à la liberté des prix pour les industries exposées à la concurrence internationale. »

Ayant entendu le Président de la République, notre collègue abandonne son amendement pour redécouvrir le texte même du Plan, ce dont je le remercie.

La commission n'a pas accepté l'amendement n° 5.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat. M. Taddei vient de démontrer une nouvelle fois, avec son talent habituel, l'extraordinaire qualité de ce texte, fruit du travail collectif du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Mes chers collègues, avant que vous ne le rejetez, je retire cet amendement.

Je demande en contrepartie au Gouvernement de déposer sur-le-champ un amendement — il peut encore le faire, contrairement à nous — afin de libérer immédiatement les prix des produits industriels soumis à une forte concurrence.

M. Raymond Douyère. C'est dans le texte !

M. Adrien Zeller. Le problème est bien réel. Mettez donc vos actes en harmonie avec vos paroles et vos écrits.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Vous voulez qu'on précise l'heure, peut-être ?

M. le président. L'amendement n° 5 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les crédits budgétaires prévus pour l'exécution des douze programmes prioritaires d'exécution sont fixés comme il est indiqué ci-après.

DEFINITION des programmes prioritaires d'exécution.	BASE 1984		ENVELOPPE 1984-1988	
	Dépenses ordinaires	Autorisations de programme.	Dépenses ordinaires.	Autorisations de programme.
(Unité : millions de francs de 1984.)				
1. Moderniser l'industrie grâce aux nouvelles technologies et à un effort d'épargne	499	2 677	3 871	16 009
2. Poursuivre la rénovation du système d'éducation et de formation des jeunes	12 970	3 564	70 135	21 102
3. Favoriser la recherche et l'innovation.	519	10 164	3 342	60 963
4. Développer les industries de communication	3 318	276	19 462	1 729
5. Réduire la dépendance énergétique.	672	2 095	3 403	12 059
6. Agir pour l'emploi.	5 140	216	34 980	1 298
7. Vendre mieux en France et à l'étranger	3 611	1 165	20 308	7 882
8. Assurer un environnement favorable à la famille et à la natalité	157	39	1 084	225
9. Réussir la décentralisation	213	3 083	2 357	18 686
10. Mieux vivre dans la ville	75	2 501	534	14 552
11. Moderniser et mieux gérer le système de santé	3 745	1 362	20 767	7 931
12. Améliorer la justice et la sécurité	567	708	3 562	4 299
Total	31 516	27 850	183 805	166 735

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — La loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France et la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 sont intégrées à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. La parole est à M. Barnier, pour une explication de vote.

M. Jean-Claude Gaudin. Au nom de toute l'opposition !

M. Michel Barnier. J'expliquerai donc le vote du groupe du rassemblement pour la République et du groupe Union pour la démocratie française.

Je poserai d'abord une question. On nous avait promis qu'avant la fin de la session un projet de loi sur la montagne serait déposé. Le Gouvernement tiendra-t-il cet engagement ? Vous aurez du mal...

M. Jean Natiez. Vous voyez bien que c'est impossible !

M. Michel Barnier. Je souhaite simplement connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet.

M. Jean Natiez. C'est déjà mieux !

M. Michel Barnier. Je ne sais pas, monsieur le secrétaire d'Etat, si votre texte est d'une « extraordinaire qualité », ainsi que vous l'avez affirmé.

Je veux bien convenir qu'il a des ambitions et des intentions extraordinaires et qu'il comporte des chiffres et des engagements concrets; je l'avais d'ailleurs reconnu lors de l'examen en première lecture. Pourtant, on a beau faire tous les discours que l'on veut — et Dieu sait si nous en avons entendu lors de la discussion du Plan intermédiaire, de la loi sur la réforme de la planification et du projet de loi de 9^e Plan — quels que soient les régimes, quels que soient les gouvernements, un Plan ne vaut que par la politique économique qui le sous-tend. A cet égard, nous ne pensons pas que la politique économique que vous menez vous permettra d'atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés, même si, pour un certain nombre de programmes prioritaires d'exécution, nous partageons vos intentions et approuvons vos objectifs.

Monsieur le secrétaire d'Etat, tout à l'heure, vous avez beaucoup parlé de la place réservée aux contrats de Plan conclus entre les régions et l'Etat. J'ai pris acte du fait que vous avez cité le chiffre de 30 milliards pour la durée du 9^e Plan. Mais reconnaissez avec moi, en retour, que ces trente milliards pèseront peu par rapport à l'ensemble des crédits engagés dans le 9^e Plan et que le Plan lui-même est loin de représenter l'ensemble des actions de l'Etat.

Les contrats de Plan, tels que nous les voyons s'élaborer, nous donnent le sentiment — et je suis, dans ma région, relativement bien placé pour me rendre compte des choses — que l'argent des collectivités locales est en quelque sorte mis aux enchères, contrairement aux engagements formels du chef de l'Etat. A travers ces contrats de Plan, une sorte de recentralisation est en train de s'opérer. Je pourrais vous citer, entre autres, monsieur le secrétaire d'Etat, si vous le souhaitez, tel ou tel directeur de ministère qui nous laisse entendre que les objectifs que nous souhaitons voir se réaliser dans nos régions, dans nos départements, ont bien peu de chances d'être atteints ou tout au moins soutenus par le Gouvernement s'ils ne sont pas prévus dans les contrats de Plan. L'Etat semble concentrer tous ses moyens dans ces contrats de Plan et il nous oblige à y concentrer les nôtres.

Ainsi, c'est une politique de recentralisation quelque peu sournoise que nous voyons poindre et, à cet égard, je vous donne rendez-vous le jour où vous nous soumettrez, ainsi que vous nous l'avez promis, l'ensemble des objectifs des contrats de Plan.

Je regrette, au moment où vous semblez dire que les collectivités régionales, départementales et communales ont tant d'importance, que suite n'ait pas été donnée à une proposition que j'avais formulée, au nom de mon groupe, et qui avait été approuvée par la commission des finances. Cette proposition tendait à donner aux collectivités locales, pour leurs investissements productifs, la possibilité d'obtenir des prêts à taux bonifiés, comme dans l'industrie, grâce aux fonds collectés par les Codévi. Sur ce point aussi, je vous donne rendez-vous!

Par ailleurs, j'avais demandé en commission des finances que nous soit fourni un tableau prospectif relatif à l'évolution de l'épargne qui sera mise à la disposition des collectivités locales pendant la durée du 9^e Plan car, au vu des transferts d'épargne qui se produisent des livrets A sur les livrets d'épargne populaire et sur les Codévi au détriment des ressources des collectivités locales, nous avons des raisons d'être inquiets.

Comme nombre de vos collègues socialistes, monsieur Taddei, vous faites souvent référence à la V^e République, au général de Gaulle, à ce que nous avons pu faire de bien jusqu'en 1973 ou 1974, pour l'industrie manufacturière, par exemple. Je serais beaucoup plus sensible aux hommages répétés que vous rendez au général de Gaulle...

M. Dominique Taddei, rapporteur. Le général de Gaulle? Mais je ne l'ai pas cité!

M. Michel Barnier. ... et ces hommages me sembleraient beaucoup plus sincères si vous n'avez pas, pendant vingt ans, mis autant d'armement à combattre celui-ci lorsque vous étiez dans l'opposition.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Je vous répète que ce n'est pas moi qui ai cité le général de Gaulle. Ce n'est d'ailleurs pas moi qui en dirai du mal! Vous devez parler de quelqu'un d'autre!

M. Michel Barnier. Il y a là une sorte d'astuce dans vos discours dont vous pourriez vous dispenser en ce moment.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Mais je vous assure que je ne l'ai pas cité!

M. le président. Monsieur le rapporteur, laissez M. Barnier conclure. Son temps de parole est épuisé.

M. Michel Barnier. Avant de conclure, je vous répéterai, monsieur Taddei, que vos hommages répétés me paraissent beaucoup plus sincères s'ils n'étaient pas contredits par la grande persévérance dont vous faisiez preuve dans l'opposition lorsque le général de Gaulle était au pouvoir.

Pour conclure, puisque vous m'y invitez, monsieur le président, je dirai que le 9^e Plan aurait dû être l'occasion de définir une sorte de plus grand dénominateur commun des divers partenaires économiques, politiques et sociaux. Je n'ai pas, à l'heure actuelle, le sentiment, à entendre la C.G.T. ou la C.F.D.T., que celui-ci ait été trouvé à l'occasion du débat sur ce Plan qui engage pourtant l'action nationale pour les cinq ans qui viennent.

En outre, monsieur le secrétaire d'Etat, au-delà de cette recherche, au-delà de cette réflexion, et sans vouloir atteindre je ne sais quelle unanimité qui n'est pas possible dans notre pays, le Plan aurait pu être l'occasion de rechercher l'unité sociale.

Quand je vous entends, comme tout à l'heure, intervenir avec véhémence, après tant de discours du parti socialiste, montrer une nouvelle fois du doigt l'opposition, vous référer au passé, parler des patrons, je me dis que vous ne faites rien pour renforcer cette unité sociale (exclamations sur les bons socialistes) dont notre pays a cependant tant besoin aujourd'hui, alors qu'il est, de toutes parts, frappé par la crise économique que vous avez découverte depuis quelques mois. Une telle attitude vous permettra peut-être de rassurer votre majorité parlementaire...

M. Raymond Douyère. Mais nous ne sommes pas inquiets!

M. Jean-Claude Gaudin. Alors, c'est très bien!

M. Michel Barnier. ... qui en a besoin. A aucun moment, en aucune façon, cette attitude ne vous permettra de renforcer l'unité nationale, l'unité sociale dans notre pays. (Très bien! très bien! sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

ORDRE DE TRAVAUX

M. le président. M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement vient de m'informer que le Sénat allait procéder dès cet après-midi aux nouvelles lectures des projets relatifs à la fonction publique de l'Etat, à la fonction publique territoriale et au 9^e Plan.

L'Assemblée pourrait donc les examiner en dernière lecture éventuelle sans attendre la séance de ce soir.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Je vais donc suspendre la séance.

Elle sera reprise vers dix-huit heures trente.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures cinq, est reprise à dix-huit heures trente-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

— 6 —

DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Discussion, en quatrième et dernière lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 22 décembre 1983.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre e-joint le texte du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 21 décembre 1983 et modifié par le Sénat dans sa séance du 22 décembre 1983.

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en quatrième et dernière lecture (n° 1956).

La parole est à M. Ducloné, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Guy Ducloné, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, mes chers collègues, je serai très bref.

Hier soir, lors de l'examen de ce projet ici en troisième lecture, je vous ai fait part de l'échec de la commission mixte paritaire.

Cet après-midi, le Sénat a réexaminé le texte et il a mis en cause les amendements que nous avons votés. En conséquence, la commission des lois vous propose de reprendre le dernier texte voté par l'Assemblée nationale et elle vous demande de l'adopter sans modification.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat. Monsieur le président de la commission des lois, monsieur le rapporteur, mesdames, messieurs, j'ai présidé ce matin la treizième session, depuis le mois de mai 1981, du conseil supérieur de la fonction publique.

Je lui ai fait part de l'état d'avancement des travaux du Parlement sur le titre II du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales. Le rapport que j'ai présenté devant la plus haute instance de concertation de la fonction publique a été accueilli de manière extrêmement positive. Je peux vous confirmer que ce texte répond à une grande attente. Les participants à la réunion de ce matin sont reconnaissants au Gouvernement d'avoir fait preuve de fermeté pour maintenir l'équilibre du texte, équilibre acquis au terme d'une concertation qui a duré quinze mois, je vous le rappelle.

Au-delà, ce satisfecit s'adressait aussi au Parlement qui, avec beaucoup de responsabilité, s'est efforcé d'enrichir ce projet, tout en préservant son économie générale. Je vous transmets donc ces remerciements implicites, auxquels je joins les miens. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le dernier texte voté par elle.

Outre les articles pour lesquels les deux assemblées sont parvenues à un texte identique, ce texte comprend :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

« Art. 6 bis. — Toutefois, la loi fixe les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs. »

CHAPITRE II

Organismes consultatifs.

« Art. 9. — Les organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires de l'Etat, définie à l'article 9 du titre I^{er} du statut général, sont notamment : le conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, les commissions administratives paritaires, les comités techniques paritaires et les comités d'hygiène et de sécurité. »

« Art. 9 bis. — Suppression conforme. »

« Art. 11. — Dans chaque corps de fonctionnaires existent une ou plusieurs commissions administratives paritaires comprenant, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants du personnel.

« Les membres représentant le personnel sont élus à la représentation proportionnelle. Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales.

« Ces commissions sont consultées sur les décisions individuelles intéressant les membres du corps. »

« Art. 13. — Il est institué, dans chaque département ministériel ou groupe de départements ministériels, un comité central d'hygiène et de sécurité et, éventuellement, des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux.

« La création des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux est de plein droit à la demande des comités techniques paritaires concernés. »

« Art. 15. — Une commission mixte paritaire, comprenant des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, est présidée par le Premier ministre ou, par délégation de celui-ci, soit par le ministre chargé de la fonction publique, soit par le ministre chargé des collectivités territoriales.

« Elle comprend à parité :

« 1° Des représentants des fonctionnaires de l'Etat et en nombre égal des représentants des fonctionnaires des collectivités territoriales ;

« 2° Des représentants de l'Etat et en nombre égal des représentants des collectivités territoriales.

« Elle est consultée à la demande du Gouvernement, du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ou du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur les projets de décret fixant le statut particulier des corps des fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, lorsque ces corps sont comparables, ainsi que sur toute question de caractère général intéressant à la fois les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires territoriaux.

« La commission mixte paritaire est informée des conditions générales d'application des procédures de changement de corps ou de détachement instaurées entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale. Elle peut formuler toute proposition tendant à favoriser l'équilibre des mouvements de personnel, catégorie par catégorie, entre ces fonctions publiques. Elle établit un rapport annuel qui dresse un bilan des mouvements enregistrés entre corps.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de convocation et l'organisation de la commission mixte paritaire, la durée du mandat de ses membres, le rôle de ses formations internes ainsi que les conditions dans lesquelles des représentants de l'Etat peuvent assister aux débats et les membres déléguer leur droit de vote ou se faire suppléer.

« La commission établit son règlement intérieur. »

CHAPITRE III

Accès à la fonction publique.

« Art. 20. — Pour cinq nominations prononcées dans chacun des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration parmi les anciens élèves de cette école, à l'issue de leur scolarité, une nomination peut être prononcée parmi les candidats déclarés admis à un concours de sélection sur épreuves ouvert aux personnes justifiant de l'exercice durant huit années au total de l'une ou de plusieurs des fonctions suivantes :

« 1° Membre non parlementaire d'un conseil régional ou d'un conseil général, maire et, dans les communes de plus de dix mille habitants, adjoint au maire ;

« 2° Membre élu d'un organe national ou local d'administration ou de direction d'une des organisations syndicales de salariés ou de non-salariés considérées comme les plus représentatives sur le plan national ;

« 3° Membre élu du bureau du conseil d'administration d'une association reconnue d'utilité publique ou d'une société, union ou fédération soumise aux dispositions du code de la mutualité, membre du conseil d'administration d'un organisme régional ou local chargé de gérer un régime de prestations sociales.

« Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre de l'une des fonctions mentionnées ci-dessus.

« La durée des fonctions précitées ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils exerçaient ces dernières, la qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

« La liste des personnes admises à concourir est établie par le ministre chargé de la fonction publique après avis d'une commission présidée par un conseiller d'Etat.

« Les nominations interviennent, dans chacun des corps, en fonction des choix exercés entre ces corps par les intéressés, dans l'ordre d'une liste établie selon le mérite à l'issue d'une formation dispensée par l'école nationale d'administration.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

« Art. 23. — En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale non seulement par voie de concours selon les modalités définies au 2° de l'article 16 ci-dessus, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une ou l'autre des modalités ci-après :

« 1° Examen professionnel ;

« 2° Liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil. »

« Art. 24 bis. — Conforme. »

CHAPITRE IV

Structure des carrières.

CHAPITRE V

Positions.

Section I.

Activité.

Sous-section I.

Dispositions générales.

Sous-section II.

Mise à disposition.

« Art. 38 ter. — Conforme. »

Section II.

Détachement.

« Art. 40. — Le fonctionnaire détaché ne peut, sauf dans le cas où le détachement a été prononcé auprès d'organismes internationaux ou pour exercer une fonction publique élective, être affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, ni acquérir, à ce titre, des droits quelconques à pensions ou allocations sous peine de la suspension de la pension de l'Etat.

« Sous réserve des dérogations fixées par décret en Conseil d'Etat, la collectivité ou l'organisme auprès duquel un fonctionnaire est détaché est redevable, envers le Trésor, d'une contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé. Le taux de cette contribution est fixé par décret en Conseil d'Etat.

« Dans le cas de fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs, la contribution est versée par le député ou le sénateur intéressé. »

Section III.

Position hors cadres.

Section IV.

Disponibilité.

Section V.

Accomplissement du service national.

Section VI.

Congé parental.

CHAPITRE VI

Notation, avancement, mutation, reclassement.

CHAPITRE VII

Rémunération.

CHAPITRE VIII

Discipline.

CHAPITRE IX

Cessation définitive de fonctions.

CHAPITRE X

Dispositions transitoires et finales.

« Art. 65. — Les agents non titulaires qui occupent un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre I^{er} du statut général ont vocation à être titularisés sur leur demande, dans des emplois de même nature qui sont vacants ou qui seront créés par les lois de finances sous réserve :

« 1^o Soit d'être en fonctions à la date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983, soit de bénéficier à cette date d'un congé en application du décret n° 80-552 du 5 juillet 1980 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat, soit de bénéficier à cette date d'un congé en application du décret n° 82-665 du 22 juillet 1982 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ou à caractère culturel et scientifique, de nationalité française, en service à l'étranger ;

« 2^o D'avoir accompli, à la date du dépôt de leur candidature, des services effectifs d'une durée équivalant à deux ans au moins de services à temps complet dans un des emplois sus-indiqués ;

« 3^o De remplir les conditions énumérées à l'article 5 du titre I^{er} du statut général. »

« Art. 66. — Ont également vocation à être titularisés, sur leur demande, dans les conditions fixées à l'article précédent :

« 1^o Les personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en fonction auprès d'Etats étrangers ou de l'organisme auprès duquel ils sont placés, qui remplissent les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers ;

« 2^o Les personnels civils des établissements et organismes de diffusion culturelle ou d'enseignement situés à l'étranger considérés comme des services extérieurs du ministère des relations extérieures, gérés dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 62-952 du 11 août 1962 ou jouissant de l'autonomie financière en application de l'article 66 de la loi de finances n° 73-1150 du 27 décembre 1973. »

« Les enseignants non titulaires chargés de fonctions dans des établissements d'enseignement supérieur au titre de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 précitée, qui ont exercé leurs fonctions pendant deux ans à temps plein dans l'enseignement supérieur, ont vocation à être titularisés, soit dans un corps de l'enseignement supérieur sur des emplois réservés à cet effet, soit dans un corps de l'enseignement secondaire, soit dans un corps technique ou administratif des administrations de l'Etat, sous réserve de remplir les conditions exigées pour l'accès à chacun de ces corps. Ils pourront être astreints à exercer leurs fonctions en coopération pendant une durée maximale de quatre ans à compter de la date de leur titularisation. »

« Art. 66 bis. — Compte tenu de la spécificité de leur situation et des contraintes auxquelles ils sont soumis, notamment au regard de l'expatriation et de la mobilité, un décret en Conseil d'Etat détermine le régime de rémunération et d'avantages annexes applicable aux agents recrutés localement servant à l'étranger, titularisés en vertu des dispositions de la présente loi. »

« Art. 67. — Les agents non titulaires qui occupent, à temps partiel, un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre I^{er} du statut général ont vocation à être titularisés, s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 65, sous réserve que les deux années de services exigées aient été accomplies au cours des quatre années civiles précédant la date du dépôt de leur candidature.

« Les agents qui exercent, à titre principal, une autre activité professionnelle ne peuvent se prévaloir des dispositions du présent article.

« Les intéressés peuvent, sur leur demande, au moment de leur titularisation, bénéficier des dispositions des articles 33 à 36 ci-dessus relatifs à l'exercice de fonctions à temps partiel. »

« Art. 68. — Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 65, un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les personnels associés ou invités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent être recrutés dans un corps de fonctionnaires. »

« Art. 68 bis. — Ont également vocation à être titularisés, sur leur demande, sur des emplois d'assistant ou d'adjoint d'enseignement, dans la limite des emplois vacants ou créés à cet effet et dans les conditions prévues à l'article 65, les vacataires et les autres personnels chargés à titre temporaire, sans occuper un emploi budgétaire, de fonctions d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

« Les candidats à ces titularisations doivent :

« 1° Avoir exercé leurs fonctions pendant au moins quatre années à compter du 1^{er} octobre 1978 ;

« 2° N'avoir exercé aucune autre activité professionnelle principale pendant ces quatre années ;

« 3° Avoir assuré, entre le 1^{er} octobre 1978 et le 1^{er} octobre 1982, au moins trois cent cinquante heures de cours ou de travaux dirigés ou sept cents heures de travaux pratiques ou des services équivalents, sans que le nombre d'heures assuré chaque année puisse être inférieur à soixante-quinze heures de cours ou de travaux dirigés ou à cent cinquante heures de travaux pratiques ;

« 4° a) Pour l'accès à un emploi d'assistant, être docteur d'Etat ou de troisième cycle, ou justifier d'un diplôme sanctionnant l'accomplissement d'une année d'études en troisième cycle ou d'un titre jugé équivalent dans les conditions fixées par la réglementation relative au doctorat de troisième cycle ;

« b) Pour l'accès à un emploi d'adjoint d'enseignement, justifier d'une licence d'enseignement ou d'un titre admis en équivalence par la réglementation applicable aux adjoints d'enseignement.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

« Art. 69. — Par dérogation à l'article 16 du présent titre, des décrets en Conseil d'Etat peuvent organiser pour les agents non titulaires mentionnés aux articles 65, 66 et 67 ci-dessus l'accès aux différents corps de fonctionnaires suivant l'une des modalités ci-après ou suivant l'une et l'autre de ces modalités :

« 1° Par voie d'examen professionnel ;

« 2° Par voie d'inscription sur une liste d'aptitude établie en fonction de la valeur professionnelle des candidats.

« Dans le cas de nomination dans des corps créés pour l'application de la présente loi, cet accès peut également avoir lieu par intégration directe.

« Cette modalité est seule retenue pour l'accès aux corps des catégories C et D des agents non titulaires comptant une ancienneté de service au moins égale à sept ans pour la catégorie C et à cinq ans pour la catégorie D dans des fonctions d'un niveau équivalent à celui des fonctions exercées par les membres du corps d'accueil.

« Les listes d'aptitude prévues au 2° sont établies après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil. Pour les corps créés pour l'application de la présente loi, une commission spéciale exerce les compétences de la commission administrative paritaire. Cette commission est composée, pour moitié, de représentants de l'administration et, pour moitié, de fonctionnaires élus par les représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des corps du ministère intéressé d'un niveau hiérarchique égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui du nouveau corps.

« La commission administrative paritaire et la commission spéciale sont, pour l'établissement des listes d'aptitude concernant l'accès aux corps de catégories A et B, complétées par deux représentants de l'administration et par deux représentants élus des agents non titulaires ayant vocation à être intégrés dans ces corps. Un décret en Conseil d'Etat fixe le mode d'élection des intéressés. »

« Art. 70. — Les décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 69 ci-dessus fixent :

« 1° Pour chaque ministère, les corps auxquels les agents non titulaires mentionnés aux articles 65, 66 et 67 peuvent accéder ; ces corps sont déterminés en tenant compte, d'une part, des fonctions réellement exercées par ces agents et du niveau et de la nature des emplois qu'ils occupent, d'autre part, des titres exigés pour l'accès à ces corps ; en tant que de besoin, des corps nouveaux peuvent être créés en application du b) de l'article 19 du présent titre ;

« 2° Pour chaque corps, les modalités d'accès à ce corps, le délai dont les agents non titulaires disposent pour présenter leur candidature, les conditions de classement des intéressés dans le corps d'accueil, le délai dont ces derniers disposent, après avoir reçu notification de leur classement, pour accepter leur intégration ; ce délai ne peut être inférieur à six mois.

« Les textes pris en application du présent article sont soumis à l'avis du comité technique paritaire compétent. »

« Art. 70 bis. — Pour les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, les décrets en Conseil d'Etat prévus aux articles 69 et 70 peuvent déroger aux conditions et modalités d'accès aux corps d'accueil telles qu'elles sont prévues par les articles 65, 69 et 73. »

« Art. 71. — Les agents non titulaires qui peuvent se prévaloir des dispositions qui précèdent ne peuvent être licenciés

que pour insuffisance professionnelle ou pour motif disciplinaire jusqu'à l'expiration des délais d'option qui leur sont ouverts par les décrets prévus à l'article 70.

« Les agents non titulaires, qui ne demandent pas leur titularisation ou dont la titularisation n'a pas été prononcée, continuent à être employés dans les conditions prévues par la réglementation qui leur est applicable ou suivant les stipulations du contrat qu'ils ont souscrit. Lorsque les intéressés occupent un emploi d'une des catégories déterminées en application de l'article 3 et que leur contrat est à durée déterminée, ce contrat peut être renouvelé dans les conditions fixées audit article. »

« Art. 72. — La commission administrative paritaire compétente est saisie des propositions d'affectation et des demandes de mutation des agents titularisés en vertu du présent chapitre.

« Dans l'intérêt du service, des agents peuvent être titularisés sur place. »

« Art. 73. — Lorsque la nomination est prononcée dans un corps qui n'est pas régi par des dispositions statutaires qui autorisent le report de tout ou partie de services antérieurs accomplis en qualité d'agent non titulaire, des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités de ce report qui ne peut être ni inférieur à la moitié ni supérieur aux trois quarts de la durée des services rendus en qualité d'agent non titulaire, dans un emploi de niveau équivalent à celui auquel a accédé l'intéressé dans le corps d'accueil.

« Ce report ne peut toutefois avoir pour effet de permettre le classement de l'intéressé dans le corps d'accueil à un échelon supérieur à celui qui confère un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à la rémunération perçue dans son ancien emploi. »

« Art. 74. — Les décrets prévus à l'article précédent fixent les conditions dans lesquelles les membres des corps d'accueil qui, avant leur admission dans ces corps, avaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire de l'Etat, peuvent, en demandant le report de leur nomination à la date d'effet de ces décrets, obtenir la révision de leur situation pour tenir compte, sur la base des nouvelles règles, de leurs services antérieurs. »

« Art. 75. — Lorsque les statuts particuliers prévoient une condition de services effectifs pour l'accès à certains grades, les services dont le report a été autorisé en vertu de l'article 73 sont considérés comme des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil. Toutefois, les décrets prévus à l'article 70 peuvent apporter à ce principe les dérogations justifiées par les conditions d'exercice des fonctions dans ce dernier corps. »

« Art. 76. — Les agents bénéficiaires des dispositions qui précèdent reçoivent une rémunération au moins égale à leur rémunération globale antérieure lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie C ou D, à 95 p. 100 au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie B et à 90 p. 100 au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie A.

« Le cas échéant, les intéressés perçoivent une indemnité compensatrice.

« En aucun cas, le montant cumulé de l'indemnité compensatrice et de la rémunération ne peut être supérieur à la rémunération afférente au dernier échelon du grade le plus élevé du corps auquel l'intéressé accède.

« L'indemnité compensatrice est rorsorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans le corps d'intégration.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les éléments de rémunération à prendre en considération pour la détermination de l'indemnité compensatrice. »

« Art. 77. — Le décret en vertu duquel les intéressés peuvent demander l'étalement du versement des cotisations de rachat pour la validation de leurs services accomplis en qualité de non-titulaire est pris en Conseil d'Etat. »

Vote sur l'ensemble.

M. le président. La parole est à M. Le Meur, pour une explication de vote.

M. Daniel Le Meur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le deuxième volet de ce qui constituera bientôt le nouveau statut de la fonction publique rénove audacieusement, en en prolongeant le contenu, l'ordonnance du 4 février 1959. Plongeant aux sources du statut de 1946, il marque une nouvelle étape démocratique qui sera profitable aux fonctionnaires et à l'administration et il doit être relié aux dispositions du titre 1^{er} portant droits et obligations de tous les fonctionnaires.

Outre les mesures relatives aux carrières de ces derniers, ce texte reconnaît leur rôle dans le fonctionnement même de

l'administration. En témoigne le rôle accru qui sera conféré aux organismes consultatifs, dont l'énumération n'est plus limitative, ce qui relève d'un souci d'adaptation et de concertation.

Le principe de transparence de l'administration est affirmé par une nouvelle position d'activité, la mise à disposition, qui permettra de clarifier l'action et le rôle des fonctionnaires détachés.

Ce nouveau statut procède également d'une volonté de mieux mettre l'administration au service de la nation en intégrant dans ses rangs des hommes et des femmes qui ont fait preuve de leur compétence et de leur souci de l'intérêt général. La réforme de l'E.N.A. contribue à rapprocher davantage la haute administration française des réalités nationales. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

Plusieurs députés socialistes. A l'unanimité !

— 7 —

DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 22 décembre 1983.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 21 décembre 1983 et rejeté par le Sénat dans sa séance du 22 décembre 1983.

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en troisième et dernière lecture (n° 1958).

La parole est à M. Tabanou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, mes chers collègues, le projet de loi qui est soumis à notre assemblée constitue le titre III du futur code de la fonction publique.

Ce texte sera un outil essentiel à la décentralisation. Il permettra aux collectivités territoriales de se doter d'un personnel de qualité égal en droits et en obligations à celui de l'Etat. Il est le fruit d'une large concertation entre toutes les parties intéressées. Il est attendu avec une impatience légitime par tous les agents des collectivités territoriales et par les élus qui ne confondent pas l'autonomie des collectivités qu'ils représentent avec le seul exercice d'un pouvoir discrétionnaire sur leurs propres collaborateurs. En conséquence, je demande le rétablissement intégral du dernier texte adopté par notre assemblée.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, j'arrive du Sénat qui a rejeté l'ensemble du texte en adoptant une motion préalable. Il n'a donc apporté aucune modification au texte voté par l'Assemblée nationale. Je pense donc que celle-ci peut l'adopter rapidement. (Rires.)

M. le président. La commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le dernier texte voté par elle.

Outre les articles pour lesquels les deux assemblées sont parvenues à un texte identique, ce texte comprend :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

« Art. 2. — Les collectivités et établissements mentionnés à l'article 1^{er} ne peuvent recruter des agents non titulaires pour occuper des emplois permanents que pour assurer le rem-

placement momentané de titulaires autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité ou d'un congé parental, ou de l'accomplissement du service national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou pour faire face temporairement et pour une durée maximale d'un an à la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions prévues par la présente loi.

« Ces collectivités et établissements peuvent, en outre, recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période de douze mois et conclure pour une durée maximale de trois mois, renouvelable une seule fois à titre exceptionnel, des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

« Des emplois permanents peuvent être occupés par des agents contractuels pour exercer des fonctions nécessitant des connaissances techniques hautement spécialisées. Ces agents sont recrutés dans des emplois par des contrats d'une durée maximale de trois ans, renouvelables une fois pour une même période.

« Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, fixe les catégories d'emplois qui peuvent être créés en application des deuxième et troisième alinéas.

« L'application du présent article fait l'objet d'un rapport annuel de l'autorité territoriale ou du président du centre départemental de gestion au comité technique paritaire compétent pour l'ensemble des services de la collectivité ou l'ensemble des collectivités affiliées précisant notamment le nombre des emplois ainsi pourvus.

« Le décret visé au quatrième alinéa fait l'objet d'une révision tous les trois ans, notamment pour tenir compte des corps et emplois de titulaires qui peuvent être créés pour assumer les fonctions visées au troisième alinéa. »

« Art. 4. — Conforme. »

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux organes de la fonction publique territoriale.

Section I.

Le conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

« Art. 7. — Il est créé un conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

« Le conseil supérieur est composé paritairément de représentants des organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux et de représentants des collectivités territoriales. Il est présidé par un représentant des collectivités territoriales, élu en son sein.

« Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenu aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires. Les organisations syndicales désignent leur représentants.

« Les représentants des collectivités sont respectivement élus par des collèges de maires, de présidents de conseil général et de présidents de conseil régional. L'organisation des collèges et le nombre des sièges à pourvoir tiennent compte de l'importance démographique des collectivités concernées et des effectifs de fonctionnaires territoriaux employés par chaque catégorie de collectivités territoriales.

« Des suppléants sont désignés ou élus dans les mêmes conditions que les titulaires.

« Un représentant du Premier ministre ou du ministre chargé des collectivités territoriales assiste aux délibérations du conseil supérieur.

« Le conseil supérieur devra être installé au plus tard dans les six mois qui suivent la publication de la présente loi.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. Il fixe notamment les règles applicables à la désignation et à l'élection des membres du conseil supérieur et de son président, la durée du mandat des membres du conseil supérieur, ainsi que les dispositions nécessaires pour procéder à la première désignation ou élection des membres du conseil.

« Art. 8 et 9. — Conformés. »

« Art. 10. — Une commission mixte paritaire comprenant des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du conseil supérieur de la fonction publique territo-

riale, est présidée par le Premier ministre ou, par délégation de celui-ci, soit par le ministre chargé des collectivités territoriales, soit par le ministre chargé de la fonction publique.

« Elle comprend à parité :

« 1° Des représentants des fonctionnaires de l'Etat et en nombre égal des représentants des fonctionnaires des collectivités territoriales ;

« 2° Des représentants de l'Etat et en nombre égal des représentants des collectivités territoriales.

« Elle est consultée à la demande du Gouvernement, du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ou du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur les projets de décret fixant le statut particulier des corps des fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, lorsque ces corps sont comparables, ainsi que sur toute question de caractère général intéressant à la fois les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires territoriaux.

« La commission mixte est informée des conditions générales d'application des procédures de changement de corps ou de détachement instaurées entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale. Elle peut formuler toute proposition tendant à favoriser l'équilibre des mouvements de personnel, catégorie par catégorie entre ces fonctions publiques. Elle établit un rapport annuel qui dresse un bilan des mouvements enregistrés entre elles.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de convocation et l'organisation de la commission mixte paritaire, la durée du mandat de ses membres, le rôle des formations internes ainsi que les conditions dans lesquelles des représentants de l'Etat peuvent assister aux débats et les membres déléguer leur droit de vote ou se faire suppléer.

« La commission établit son règlement intérieur.

« Art. 11. — La liste des corps qui, dans la fonction publique territoriale, sont comparables à ceux de la fonction publique de l'Etat est fixée par décret en Conseil d'Etat pris sur proposition du conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Si le Gouvernement n'entend pas suivre les propositions du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, il saisit pour avis la commission mixte paritaire prévue à l'article précédent et la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat à l'issue de cette consultation. »

Section II.

Les organes de gestion des corps.

« Art. 17 B. — Un centre national de gestion regroupe les collectivités et établissements mentionnés à l'article 1^{er}. Il assure la publicité des vacances d'emplois pour les corps de catégorie A. Il peut également assurer, dans les conditions prévues par les statuts particuliers, le recrutement et certains actes de gestion de certains corps de catégorie A.

« Les centres régionaux de gestion regroupent les collectivités et établissements de chaque région. Ils assurent, pour les corps de catégories A et B, les missions prévues à l'article 21 *quater*, sous réserve des dispositions prévues à l'article 4.

« Les centres départementaux de gestion regroupent les collectivités et établissements qui, dans chaque département, y sont affiliés à titre obligatoire ou volontaire, en vertu de l'article 21. Ils assurent, pour les corps de catégories C et D, les missions prévues à l'article 21 *quater*.

« Les collectivités et établissements non affiliés aux centres départementaux de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées à ces centres. »

« Art 21 *bis* A. — Les communes et leurs établissements publics qui n'emploient que des fonctionnaires à temps non complet sont obligatoirement affiliés aux centres départementaux de gestion. »

« Art. 21 *bis* et 21 *ter* A. — Conformes. »

« Art. 21 *ter* A *bis*. — Le département de Paris, la commune de Paris, le bureau d'aide sociale de Paris, les caisses des écoles de Paris, la caisse de crédit municipal de Paris et l'office public d'habitations à loyer modéré de la ville de Paris sont, pour leurs fonctionnaires de catégories A et B, obligatoirement affiliés à un centre unique de gestion qui assure l'ensemble des missions normalement dévolues aux centres régionaux et départementaux.

« Il en est de même des établissements publics visés à l'alinéa précédent employant moins de deux cents fonctionnaires à temps complet de catégories C et D, en ce qui concerne la gestion de leurs fonctionnaires de catégories C et D.

« Le département et la commune de Paris, ainsi que les établissements publics mentionnés à l'alinéa premier employant au moins deux cents fonctionnaires à temps complet de caté-

gories C et D peuvent, à leur demande, s'affilier au centre unique pour la gestion de leurs fonctionnaires de catégories C et D. Dans ce cas, il peut être fait opposition à leur demande d'affiliation ou de retrait dans les mêmes conditions de majorité que celles visées au deuxième alinéa de l'article 21.

« Art. 21 *ter* A *ter*. — Les centres de gestion visés aux articles 21 *bis*, 21 *ter* A et 21 *ter* A *bis* s'informent mutuellement des vacances d'emploi qui leur sont communiquées ainsi que des résultats des concours qu'ils organisent.

« Art. 21 *ter* B. — Conforme. »

« Art. 21 *ter*. — Le budget des centres de gestion est financé par une cotisation payée par les collectivités et établissements concernés.

« La cotisation est assise sur la masse des rémunérations versées aux fonctionnaires dont la gestion relève de ces centres, telle qu'elle apparaît aux comptes administratifs de l'avant-dernier exercice.

« Le taux maximal de chaque cotisation est fixé par la loi. »

« Art. 21 *quater*. — Les centres de gestion assurent les missions suivantes : ils arrêtent la liste des postes mis au concours et organisent les concours ainsi que les examens prévus aux articles 40 et 77, établissent les tableaux de mutation et d'avancement, assurent la publicité des vacances d'emploi et des candidatures à ces emplois, assurent, en tant que de besoin, la gestion des fonctionnaires momentanément privés d'emploi et procèdent au reclassement des fonctionnaires devenus physiquement inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

« Les vacances d'emploi doivent, à peine de nullité des nominations, être communiquées aux centres de gestion compétents. Cette règle s'applique également aux collectivités et établissements qui ne sont pas affiliés aux centres de gestion. »

« Art. 21 *quinquies*. — Conforme. »

« Art. 24. — Les centres départementaux de gestion peuvent assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements affiliés, à la demande de ces collectivités et établissements.

« Ils peuvent, dans les mêmes conditions, recruter des fonctionnaires en vue de les affecter à des missions temporaires ou d'assurer le remplacement de titulaires momentanément indisponibles, ou en vue d'assurer des services communs à plusieurs collectivités ou établissements.

« Ils peuvent assurer la gestion d'œuvres et de services sociaux en faveur des agents, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, des collectivités et établissements qui le demandent.

« Les dépenses afférentes à l'exercice de ces différentes attributions sont réparties entre les collectivités bénéficiaires des prestations correspondantes par convention liant le centre départemental à chacune de ces collectivités. »

« Art. 26. — Les centres départementaux de gestion peuvent, par convention, organiser les concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

« Les centres départementaux de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L. 416-4 du code des communes et 57 ci-après. Dans ce cas, les communes et établissements intéressés sont tenus de rembourser, aux centres le montant des primes d'assurance dont ceux-ci sont redevables.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

« Art. 27. — Les actes des centres de gestion relatifs à l'organisation des concours et à la publicité des vacances d'emploi, les tableaux d'avancement, les tableaux de mutation ainsi que le budget de ces centres sont exécutoires après leur transmission au commissaire de la République de la région ou du département et leur publication, dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée.

« Le commissaire de la République concerné défère au tribunal administratif les actes qu'il estime contraires à la légalité. Il est statué sur les demandes de sursis à exécution dans le délai d'un mois.

« Le contrôle budgétaire des centres de gestion est exercé par le commissaire de la République du siège de ces centres suivant les modalités prévues par le chapitre II du titre I^{er} de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée. »

Section III.

Commissions administratives paritaires
et comités techniques paritaires.

Sous-section I. — Commissions administratives paritaires.

- « Art. 29. — Conforme. »
- « Art. 30. — Les représentants des collectivités et établissements sont désignés par l'autorité territoriale, qui est, selon le cas, le maire, le président du conseil général, le président du conseil régional, le président de l'établissement public concerné ou le directeur des caisses de crédit municipal et des offices publics d'aménagement et de construction à l'égard des agents relevant de la présente loi.
- « Lorsque la commission administrative paritaire est placée auprès d'un centre de gestion, les représentants de l'autorité territoriale sont désignés par les élus locaux membres du conseil d'administration du centre de gestion.
- « Les représentants du personnel sont élus. Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales représentatives.
- « Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il détermine notamment le nombre de membres titulaires et suppléants des commissions paritaires, la durée de leur mandat, les conditions de leur remplacement, les modalités de l'élection des représentants du personnel et de désignation des représentants des collectivités et établissements. »
- « Art. 31. — Conforme. »
- « Art. 32. — Les commissions administratives paritaires sont présidées par l'autorité territoriale.
- « Lorsqu'elles siègent en tant que conseil de discipline, elles sont présidées par un magistrat de l'ordre judiciaire.
- « Les règles de fonctionnement des commissions administratives paritaires sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Sous-section II. — Comités techniques paritaires.

- « Art. 33. — Un comité technique paritaire est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre départemental de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Il en est de même pour les trois centres de gestion visés respectivement aux articles 21 bis, 21 ter A et 21 ter A bis.
- « Les agents employés par les centres de gestion visés au précédent alinéa relèvent des comités techniques paritaires créés dans ces centres.
- « En outre, un comité technique paritaire peut être institué par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement dans les services ou groupe de services dont la nature ou l'importance le justifie.
- « Les comités techniques paritaires comprennent un nombre égal des représentants de la collectivité ou de l'établissement et des représentants du personnel.
- « Ils sont présidés par le président de la collectivité ou de l'établissement ou son représentant.
- « Les représentants du personnel sont élus à la représentation proportionnelle. Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales représentatives. Un décret en Conseil d'Etat fixe le nombre de membres des comités, la durée de leur mandat ainsi que les conditions d'élection des délégués.
- « Art. 34. — Les comités techniques paritaires sont consultés pour avis sur les questions relatives :
- « 1° A l'organisation des administrations intéressées ;
 - « 2° Aux conditions générales de fonctionnement de ces administrations ;
 - « 3° Aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel ;
 - « 4° A l'examen des grandes orientations à définir pour l'accomplissement des tâches de l'administration concernée ;
 - « 5° Aux problèmes d'hygiène et de sécurité. Ils sont obligatoirement consultés sur les mesures de salubrité et de sécurité applicables aux locaux et installations, ainsi que sur les prescriptions concernant la protection sanitaire du personnel. Ils sont réunis par leur président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves.
- « Si l'importance des effectifs et la nature des risques professionnels le justifient, des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux sont créés par décision de l'organe délibérant des collectivités ou établissements. Ils peuvent également être créés si l'une de ces deux conditions est réalisée.
- « Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. »

CHAPITRE III

Accès à la fonction publique territoriale.

Section I.

Accès aux corps.

- « Art. 36 et 37. — Conformés. »
- « Art. 40 et 41. — Conformés. »
- « Art. 43. — Les concours de recrutement sont organisés soit par le centre de gestion compétent, soit, pour les corps de catégories C et D, par les collectivités ou établissements non affiliés au centre départemental de gestion, sous réserve des dispositions de l'article 26.
- « Le nombre d'emplois mis au concours est égal au nombre d'emplois non pourvus en application de l'article 42, déduction faite des emplois réservés à la promotion interne.
- « Lorsque les concours ainsi que les examens prévus aux articles 40 et 77 sont organisés directement par une collectivité ou un établissement non affilié, le jury comprend au moins un représentant du centre départemental de gestion.
- « Le jury s'adjoit un représentant au moins de la catégorie correspondant au corps pour le recrutement duquel le concours est organisé. »
- « Art. 45. — Chaque concours donne lieu à l'établissement d'une liste classant par ordre de mérite les candidats déclarés aptes par le jury. Ce jury peut établir, dans le même ordre, une liste complémentaire, afin de permettre de remplacer des candidats inscrits sur la liste principale qui ne peuvent être nommés, ou, éventuellement, de pourvoir des vacances d'emploi survenant dans l'intervalle de deux concours.
- « Pour chaque corps, le nombre des postes qui peuvent être pourvus par la nomination de candidats inscrits sur la liste complémentaire ne peut excéder un pourcentage, fixé par décret, du nombre des postes offerts au concours.
- « La validité de la liste complémentaire cesse automatiquement à l'ouverture des épreuves du concours suivant et au plus tard un an après la date d'établissement de la liste complémentaire.
- « Sous réserve des dispositions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 46, les nominations sont prononcées soit dans l'ordre d'inscription sur la liste principale puis sur la liste complémentaire, soit dans l'ordre de classement établi à l'issue d'une période de formation préalable.
- « Le jury peut, si nécessaire, et pour toute épreuve, se constituer en groupes d'examineurs. Toutefois, afin d'assurer l'égalité de notation des candidats, le jury opère s'il y a lieu la péréquation des notes attribuées par groupe d'examineurs et procède à la délibération finale.
- « Les candidats déclarés aptes à une promotion interne sont inscrits sur les listes instituées au premier alinéa du présent article, dans les conditions prévues par les statuts particuliers. »
- « Art. 46. — Le nombre d'emplois mis au concours est égal au nombre d'emplois déclarés vacants en vue de ce concours par les collectivités ou établissements.
- « Lorsque le concours est organisé par un centre de gestion pour plusieurs collectivités ou établissements, la collectivité ou l'établissement d'affectation est proposé par ce centre en fonction des préférences des candidats prises en compte selon l'ordre de mérite de ces derniers, des besoins exprimés par les autorités territoriales ainsi que, le cas échéant, de la situation familiale des intéressés.
- « Lorsque l'autorité territoriale ne prononce pas dans un délai d'un mois la nomination du candidat dont l'affectation lui a été proposée, le centre de gestion propose à ce candidat tout emploi vacant correspondant au grade auquel il postule. Si ce candidat n'est pas affecté dans un délai de six mois qui suit la publication des résultats, il est pris en charge par le centre de gestion dans les conditions prévues à l'article 96. Cette prise en charge vaut intégration dans la fonction publique territoriale. La collectivité ou l'établissement qui n'a pas procédé à la nomination proposée par le centre de gestion participe à la prise en charge dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 96. »
- « Art. 46 bis. — Conforme. »

Section II.

Recrutement direct.

« Art. 47. — Par dérogation à l'article 42, peuvent être pourvus par la voie du recrutement direct, dans les conditions de diplômes ou de capacités fixées par décret en Conseil d'Etat, les emplois suivants :

- « — directeur des services des départements et des régions ;
- « — secrétaire général et directeur général des services techniques des communes de plus de 80 000 habitants ;
- « — secrétaire général adjoint des communes de plus de 150 000 habitants ;
- « — directeur des établissements publics dont les caractéristiques et l'importance le justifient. La liste de ces établissements est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« L'accès à ces emplois par la voie du recrutement direct n'entraîne pas titularisation dans la fonction publique territoriale. »

CHAPITRE IV

Structure des carrières.

« Art. 54. — I. — Les mutations sont prononcées par l'autorité territoriale d'accueil à la demande des fonctionnaires et au vu du tableau établi par le centre de gestion, la collectivité ou l'établissement compétent. La demande d'inscription sur le tableau de mutation établi par un centre, une collectivité ou un établissement autre que celui qui emploie le fonctionnaire doit être accompagnée de l'avis motivé de l'autorité territoriale auprès de laquelle il exerce ses fonctions et, le cas échéant, du centre de gestion compétent.

« II. — Le changement de corps a lieu dans les conditions prévues à l'article 14 du titre I^{er} du statut général. »

« Art. 54 ter. — Lorsqu'un fonctionnaire territorial occupant un emploi fonctionnel mentionné à l'alinéa ci-dessous est déchargé de ses fonctions, et que la collectivité ou l'établissement ne peut lui offrir un autre emploi correspondant à son grade, ou que l'intéressé le refuse, celui-ci peut demander soit à être pris en charge et reclassé par le centre de gestion compétent dans les conditions prévues à l'article 96, soit à percevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 97.

« Ces dispositions s'appliquent aux emplois de directeur des services des départements et des régions, de secrétaire général et de secrétaire général adjoint des communes de plus de 5 000 habitants, de directeur général des services techniques, ainsi que de directeur et de directeur adjoint d'établissement public dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« Il ne peut être mis fin aux fonctions des agents occupant les emplois mentionnés ci-dessus, sauf s'ils ont été recrutés directement en application de l'article 47, qu'après un délai de six mois suivant le renouvellement de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement concerné. »

« Art. 54 quater. — *Conforme.* »

CHAPITRE V

Positions.

Section I.

Activité.

Sous-section I. — *Dispositions générales.*

« Art. 57. — *Conforme.* »

« Art. 59. — Des autorisations spéciales d'absence qui n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels sont accordées :

« 1° Aux fonctionnaires territoriaux qui occupent des fonctions publiques électives pour la durée totale des sessions des assemblées dont ils font partie,

« 2° Aux représentants dûment mandatés des syndicats pour assister aux congrès professionnels syndicaux fédéraux, confédéraux et internationaux, et aux réunions des organismes directeurs dont ils sont membres élus, quel que soit le niveau de cet organisme dans la structure du syndicat considéré.

« 3° Sous réserve des nécessités du service, aux membres des organisations mutualistes dûment mandatés pour assister aux réunions des organismes directeurs dont ils sont membres élus ;

« 4° Aux membres des commissions administratives paritaires et des organismes statutaires créés en application de la présente loi ;

« 5° Aux fonctionnaires à l'occasion de certains événements familiaux.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article, et notamment le nombre de jours d'absence maximum autorisé chaque année au titre des 2° et 3° ainsi que la durée des autorisations liées aux réunions des commissions administratives paritaires et des organismes statutaires prévues par le 4° ci-dessus. »

Sous-section II. — *Mise à disposition.*

Section II.

Détachement.

« Art. 64. — Le fonctionnaire détaché ne peut, sauf dans le cas où le détachement a été prononcé auprès d'organismes internationaux ou pour exercer une fonction publique élective, être affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, ni acquérir, à ce titre, des droits quelconques à pensions ou allocations, sous peine de la suspension de la pension de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

« Il reste tributaire de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et effectue les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement afférent à son grade et à son échelon dans le service dont il est détaché.

« Dans le cas où le fonctionnaire est détaché dans un emploi conduisant à pension de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, la retenue pour pension est calculée sur le traitement afférent à l'emploi de détachement.

« L'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché est redevable envers la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales d'une contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

« Dans le cas de fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs, la contribution est versée par le député ou le sénateur intéressé. »

« Art. 65. — *Conforme.* »

« Art. 66. — A l'expiration de son détachement, le fonctionnaire est réaffecté dans l'emploi qu'il occupait avant son détachement. Si cet emploi n'est pas vacant, le fonctionnaire a priorité pour être réintégré à la première vacance dans son corps d'origine et réaffecté à un emploi correspondant à son grade.

« Lorsqu'il refuse cet emploi, il ne peut être nommé à l'emploi auquel il peut prétendre ou à un emploi équivalent que lorsqu'une vacance est budgétairement ouverte.

« Lorsque le détachement a eu lieu dans un corps de la fonction publique de l'Etat ou pour exercer une mission publique à l'étranger dans le cadre des dispositions de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers, le fonctionnaire territorial est pris en charge, au besoin en surnombre, par le centre de gestion ou, à défaut d'affiliation, par la collectivité ou l'établissement concerné dans les conditions prévues aux premier et second alinéas de l'article 96 de la présente loi.

Section III.

Position hors cadres.

Section IV.

Disponibilité.

Section V.

Accomplissement du service national.

Section VI.

Congé parental.

CHAPITRE VI

Notation, avancement, reclassement.

Section I.

Notation.

« Art. 74. — Conforme. »

Section II.

Avancement.

Section III.

Reclassement.

CHAPITRE VII

Rémunération.

« Art. 86. — Conforme. »

CHAPITRE VIII

Discipline.

« Art. 88. — Les sanctions disciplinaires sont réparties en quatre groupes :

Premier groupe :

- L'avertissement ;
- Le blâme ;

Deuxième groupe :

- L'abaissement d'échelon ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quinze jours ;

Troisième groupe :

- La rétrogradation ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de six mois à deux ans ;

Quatrième groupe :

- La mise à la retraite d'office ;
- La révocation

« Parmi les sanctions du premier groupe, seul le blâme est inscrit au dossier du fonctionnaire. Il est effacé automatiquement au bout de trois ans si aucune sanction n'est intervenue pendant cette période.

« L'exclusion temporaire de fonctions, qui est privative de toute rémunération, peut être assortie d'un sursis total ou partiel. Celui-ci ne peut avoir pour effet, dans le cas de l'exclusion temporaire de fonctions du troisième groupe, de ramener la durée de cette exclusion à moins de trois mois. L'intervention d'une sanction disciplinaire des deuxième et troisième groupes pendant une période de cinq ans après le prononcé de l'exclusion temporaire entraîne la révocation du sursis. En revanche, si aucune sanction disciplinaire, autre que l'avertissement ou le blâme, n'a été prononcée durant cette même période à l'encontre de l'intéressé, ce dernier est dispensé définitivement de l'accomplissement de la partie de la sanction pour laquelle il a bénéficié du sursis.

« Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité territoriale après avis de la commission administrative paritaire siégeant en conseil de discipline. Ce pouvoir est exercé dans les conditions prévues à l'article 19 du titre I^{er} du statut général. L'autorité territoriale peut décider, après avis du conseil de discipline, de rendre publics la décision portant sanction et ses motifs.

« Un décret fixe pour chacune des sanctions du deuxième et du troisième groupes, définies au premier alinéa du présent article, les conditions et les délais à l'expiration desquels la mention des sanctions cesse de figurer au dossier du fonctionnaire. »

« Art. 89. — Conforme. »

CHAPITRE IX

Cessation de fonctions et perte d'emploi.

Section I.

Cessation de fonctions.

Section II.

Perte d'emploi.

« Art. 96. — Un emploi ne peut être supprimé qu'après avis du comité technique paritaire. Si la collectivité ou l'établissement ne peut offrir un emploi correspondant à son grade, le fonctionnaire est pris en charge, au besoin en surnombre, selon le cas, par le centre de gestion compétent ou par la collectivité ou l'établissement concerné.

« Pendant cette période, l'intéressé reçoit sa rémunération principale. Le centre, la collectivité ou l'établissement lui propose tout emploi correspondant à son grade dont la création ou la vacance lui a été signalée, notamment en vertu de l'article 42. La prise en charge cesse après trois refus d'emploi auquel le grade de l'intéressé donne vocation, à condition que les emplois proposés se situent dans le département pour les fonctionnaires de catégories C et D et dans la région pour les fonctionnaires de catégorie B.

« Lorsque la prise en charge est assurée par un centre de gestion, la participation de la collectivité ou de l'établissement aux dépenses du centre est majorée en fonction du nombre d'emplois supprimés. Cette majoration ne peut être inférieure à la moitié des traitements bruts perçus par les fonctionnaires concernés. Elle cesse d'être versée lorsque le fonctionnaire intéressé a reçu une nouvelle affectation et, en tout état de cause, à l'expiration d'un délai d'un an.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

« Art. 97. — Lorsqu'un fonctionnaire territorial occupant un emploi fonctionnel mentionné à l'article 54^{ter} est déchargé de ses fonctions et n'est pas reclassé dans sa collectivité ou son établissement, il peut soit demander à être reclassé dans les conditions prévues à l'article 96, soit demander à percevoir une indemnité.

« Cette indemnité, qui est au moins égale à une année de traitement, est déterminée dans des conditions fixées par décret, selon l'âge et la durée de service dans la fonction publique territoriale. Le bénéficiaire de cette indemnité rompt tout lien avec la fonction publique territoriale, sous réserve du maintien de ses droits à pension. »

« Art. 97 bis. — Conforme. »

« Art. 98. — Les collectivités et établissements doivent permettre l'affichage des informations d'origine syndicale, autoriser la distribution des publications syndicales et, sous réserve des nécessités du service, accorder aux fonctionnaires des facilités pour assister aux réunions d'information syndicale.

« Sous réserve des nécessités du service, les collectivités et établissements accordent des décharges d'activité de service aux responsables des organisations syndicales représentatives et mettent des fonctionnaires à la disposition de ces organisations. Dans ce dernier cas, les collectivités et établissements sont remboursés des charges salariales de toute nature correspondantes par une dotation particulière prélevée sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement.

« Les cotisations syndicales peuvent être collectées dans l'enceinte des bâtiments administratifs, mais en dehors des locaux ouverts au public, par les représentants des organisations syndicales qui ne sont pas en service ou qui bénéficient d'une décharge d'activité de service. Ces collectes ne doivent en aucun cas porter atteinte au fonctionnement du service.

« Les collectivités et établissements employant au moins cinquante agents doivent mettre à la disposition des organisations syndicales représentatives, sur leur demande, des locaux à usage de bureau.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application des dispositions du présent article. Il fixe notamment les conditions et les limites dans lesquelles des décharges d'activité et des mises à disposition peuvent intervenir. »

CHAPITRE XI

Dispositions applicables aux emplois non comparables à ceux de l'Etat.

CHAPITRE XII

Dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet.

CHAPITRE XIII

Dispositions diverses et transitoires.

« Art. 108 A. — L'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs et mettre librement fin à leurs fonctions.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les catégories de communes et les caractéristiques des établissements publics dont l'importance justifie le recrutement de tels collaborateurs.

« L'effectif maximal des cabinets ainsi que les modalités de rémunération de leurs membres sont fixés par ce décret.

« La nomination de non-fonctionnaires à ces emplois ne leur donne aucun droit à être titularisés dans une grade de la fonction publique territoriale. »

« Art. 108. — *Conforme.* »

« Art. 110 bis A. — *Conforme.* »

« Art. 110 bis B. — Un décret en Conseil d'Etat précisera les conditions d'intégration dans la fonction publique territoriale des candidats admis à des concours ou des agents issus de la promotion sociale qui sont inscrits sur une liste d'aptitude départementale ou interdépartementale mentionnée aux articles L. 412-20 à L. 412-26 et L. 412-41 à L. 412-44 du code des communes dans leur rédaction antérieure à la présente loi. »

« Art. 110 bis. — *Suppression conforme.* »

« Art. 112. — I. — Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 3, il peut être créé des corps regroupant les seuls fonctionnaires de la commune ou du département de Paris, du bureau d'aide sociale de Paris, des caisses des écoles de Paris, de la caisse de crédit municipal de Paris et de l'office public d'habitations à loyer modéré de la ville de Paris. Les statuts particuliers de ces corps sont fixés par décret en Conseil d'Etat, sur proposition du conseil de Paris après avis du comité technique paritaire: ils ne peuvent apporter de dérogations à la présente loi que pour maintenir les règles statutaires et de rémunération qui existaient à la date de publication de la présente loi.

« II. — La publicité des vacances d'emplois prescrite, à peine de nullité, par l'article 21 *quater* doit être assurée auprès du centre de gestion prévu à l'article 21 *ter A bis*.

« III. — Les articles 25 et 26 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris et l'article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 sont abrogés. »

« Art. 112 bis. — *Supprimé.* »

« Art. 113. — Les dispositions du livre IV du code des communes sont abrogées sous les réserves ci-après:

« I. — Sont maintenues en vigueur les dispositions des articles suivants:

« — L. 412-46, L. 412-48 à L. 412-50;

« — L. 414-23 et L. 414-24;

« — L. 431-1 à L. 431-3, sous réserve que, dans les articles L. 431-1 (premier alinéa) et L. 431-2 (deuxième alinéa), les mots: « du présent code », soient remplacés par les mots: « de la loi n° du portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale » et qu'au second alinéa de l'article L. 431-3, les mots: « conformément aux dispositions de l'article L. 416-11 », soient remplacés par les mots: « conformément à l'article 96 de la loi n° du portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale »;

« — L. 432-1 à L. 432-7 et L. 432-8 (deuxième alinéa), sous réserve qu'à l'article L. 432-1, les mots: « du présent code », soient remplacés par les mots: « de la loi n° du portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale » et qu'à l'article L. 432-8, les mots: « à leur égard », soient remplacés par les mots: « à l'égard des agents de la communauté urbaine »;

« — L. 441-1 à L. 441-4.

« — L. 444-3 et L. 444-5.

« I bis. — Le régime de retraite des personnels des collectivités territoriales et de leurs établissements publics affiliés à la caisse nationale de retraite comporte des avantages comparables à ceux consentis par les régimes généraux de retraite des personnels de l'Etat et ne peut prévoir d'avantages supérieurs.

« II. — Sont maintenues en vigueur et étendues aux autres collectivités et établissements concernés par la présente loi ainsi qu'à leurs agents les dispositions des articles suivants: L. 413-5, L. 413-11 à L. 413-15, L. 415-6, L. 416-1, L. 416-2, L. 416-4, L. 417-1, L. 417-2, L. 417-8, L. 417-9, L. 417-11, L. 417-13 à L. 417-17, L. 417-26 à L. 417-28 sous réserve qu'à l'article L. 415-6, les mots: « d'un congé bloqué de soixante jours tous les deux ans », soient remplacés par les mots: « d'un cumul sur deux années de ses congés annuels », sous réserve qu'à l'article L. 417-27, les mots: « syndicat de communes pour le personnel », soient remplacés par les mots: « centre départemental de gestion », L. 422-4 à L. 422-8, sous réserve qu'aux articles L. 422-4 et L. 422-5, les mots: « en cas de licenciement », soient remplacés par les mots: « en cas de perte involontaire d'emploi ».

« Toutefois, les dispositions des articles L. 417-1, L. 417-2, L. 417-8, L. 417-9 et L. 422-8 ne sont pas applicables aux agents en fonction à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« III. — Sont maintenues en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une loi réorganisant la formation professionnelle des fonctionnaires territoriaux les dispositions des articles suivants: L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45.

« IV. — Les statuts particuliers pris en application de la présente loi doivent intervenir dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

« Toutefois, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les règles statutaires actuellement applicables aux agents des collectivités locales devront être modifiées pour permettre l'application des dispositions qui, dans les titres II et III du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, résultent des règles fixées par l'article 14 du titre I^{er} du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

« Les mêmes dispositions sont également applicables aux statuts particuliers qui régissent les corps des personnels de la commune et du département de Paris. »

« Art. 115. — *Conforme.* »

« Art. 117. — I. — Le droit d'option prévu à l'article 116 est exercé dans un délai de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1984.

« II. — S'ils ont opté pour le maintien de leur statut antérieur, les fonctionnaires peuvent demander à être détachés dans un emploi de l'Etat, de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Dans ce cas, ils ont priorité pour y être détachés.

« Pendant une période de cinq années, s'il est mis fin au détachement à la demande de l'autorité auprès de laquelle le fonctionnaire a été détaché et pour une cause autre qu'une faute commise dans l'exercice des fonctions, l'intéressé est immédiatement réintégré. »

« Art. 118. — Les agents non titulaires des collectivités territoriales affectés dans un service relevant de l'Etat à la date du 1^{er} janvier 1983 seront, à leur demande, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de la présente loi, titularisés dans un service relevant de la fonction publique territoriale, dans les conditions fixées par les articles 120 à 131 ci-après.

« Art. 120. — Les agents non titulaires qui occupent un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre I^{er} du statut général ont vocation à être titularisés, sur leur demande, dans des emplois de même nature qui sont vacants ou qui seront créés par les organes délibérants des collectivités ou établissements concernés sous réserve:

« 1° D'être en fonction à la date de la publication de la présente loi ou de bénéficier à cette date d'un congé en application des dispositions relatives à la protection sociale des agents non titulaires des collectivités territoriales;

« 2° D'avoir accompli, à la date du dépôt de leur candidature, des services effectifs d'une durée équivalente à deux ans au moins de services à temps complet dans un des emplois sus-indiqués;

« 3° De remplir les conditions énumérées à l'article 5 du titre I^{er} du statut général. »

« Art. 121. — Les agents non titulaires qui occupent, à temps partiel, un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre I^{er} du statut général, ont vocation à être titularisés, s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 120, sous réserve que les deux années de service exigées aient été accomplies au cours des quatre années civiles précédant la date du dépôt de leur candidature.

« Les agents qui exercent, à titre principal, une autre activité professionnelle ne peuvent se prévaloir des dispositions du présent article.

« Les intéressés peuvent, sur leur demande, au moment de leur titularisation, bénéficier des dispositions de l'article 60 relatif à l'exercice de fonctions à temps partiel. »

« Art. 125 bis. — Les personnels ressortissants des régimes spéciaux de retraite des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle disposent à compter de la publication de la présente loi d'un délai de six mois pour solliciter leur affiliation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. »

« Art. 129. — Conforme. »

« Art. 132. — Conforme. »

Vote sur l'ensemble.

M. le président. La parole est à M. Le Meur, pour une explication de vote.

M. Daniel Le Meur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, nous achevons l'examen du dernier volet d'un statut d'ensemble qui régit la totalité des fonctionnaires et agents publics.

Il organise, en application du principe de décentralisation, une fonction publique spécifique pour les collectivités territoriales, dans le respect de leur libre administration.

Il garantit les fonctionnaires territoriaux contre l'arbitraire et dote, pour mieux satisfaire les besoins locaux, les collectivités d'un personnel plus compétent et plus efficace. La décentralisation exigeait sur le plan local un personnel qualifié de façon que les communes échappent à toute tutelle technique. Ce texte concourt à cet objectif : dès lors, il nous satisfait, bien qu'il appelle des dispositions propres à la formation des agents locaux.

Ce statut est également le bienvenu, car il s'inscrit dans un moment de revanche qui frappe les agents locaux au hasard des aléas politiques. En opposition à ces actes antidémocratiques, le projet garantit à tous la liberté d'opinion et la liberté syndicale. Par ce texte, les exécutifs locaux dirigeront les collectivités, mais la droite ne pourra plus faire régner l'arbitraire dans certaines communes, attitude qui ne lui est pas étrangère, ainsi que l'a montré une actualité récente. Cette simple constatation interdit à la droite de voter un texte novateur et démocratique.

Les députés communistes voteront ce texte grâce auquel les collectivités territoriales exerceront leurs responsabilités dans le cadre de la décentralisation, les fonctionnaires territoriaux verront leur dimension reconnue et les besoins du public seront satisfaits. *(Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

M. le président. Après l'adoption définitive de ce projet de loi, ne reste à l'ordre du jour de la session extraordinaire que la dernière lecture éventuelle du projet relatif au 9^e Plan.

Le Sénat doit procéder à la nouvelle lecture de ce texte à dix-neuf heures et l'Assemblée pourrait l'examiner à dix-neuf heures trente au plus tôt. Dans cette attente, je vais donc suspendre la séance.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-huit heures quarante-cinq, est reprise à dix-neuf heures trente-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

— 8 —

9^e PLAN (DEUXIEME LOI DE PLAN)

Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 22 décembre 1983.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan), adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 22 décembre 1983 et rejeté par le Sénat dans sa séance du 22 décembre 1983.

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en troisième et dernière lecture (n° 1960).

La parole est à M. Taddei, rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Dominique Taddei, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre chargé des relations avec le Parlement, mes chers collègues, la commission des finances, qui vient de se réunir, vous propose de confirmer vos votes précédents — dont le dernier est d'ailleurs intervenu récemment — et, par conséquent, d'adopter définitivement le projet de loi dans les termes votés en deuxième lecture.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Le Gouvernement remercie le rapporteur et, comme d'habitude, se fie à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le dernier texte voté par elle.

Je donne lecture de ce texte :

« Art. 1^{er}. — Est approuvé le rapport annexé à la présente loi relatif au 9^e Plan de développement économique, social et culturel de la nation (deuxième loi de Plan), sous réserve que, dans ce rapport :

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 1 :

Page 16, le 1. soit complété par l'alinéa suivant :

« Un effort particulier sera engagé pour accroître la proportion de la transformation nationale du bois, notamment au niveau des produits finis. »

Page 18, le 2. du sous-programme 5 soit complété par la phrase suivante :

« En tout état de cause, l'épargne populaire que constituent les livrets A de caisse d'épargne et les Codévi sera protégée. »

Page 18, après le sous-programme 5, soit inséré le nouveau sous-programme suivant :

« Sous-programme 6 : développer la coopération industrielle européenne ;

« Compte tenu de l'importance de leur retard technologique par rapport aux Etats-Unis et au Japon et du potentiel considérable de leurs économies dans les domaines de la recherche et de l'industrie, les Etats membres de la Communauté européenne devront unir leurs efforts pour assurer à l'Europe le rang de grande puissance économique mondiale qui devrait normalement lui revenir.

« La France aura en ce domaine un rôle essentiel de proposition et d'impulsion. Elle poursuivra, en particulier, les objectifs suivants :

« — contribuer au développement de projets communs dans le domaine de la recherche, notamment pour les technologies de l'information (poursuite du programme Esprit), les biotechnologies, la fusion nucléaire et les énergies nouvelles ;

« — favoriser la constitution de groupes industriels européens, en recherchant, en particulier, une meilleure compatibilité des législations commerciales et fiscales des différents Etats membres ;

« — promouvoir la définition d'une politique commerciale commune, capable de garantir le développement initial des nouvelles industries de pointe et d'assurer la nécessaire adaptation d'industries plus anciennes, notamment le textile. »

« — dans le programme prioritaire d'exécution n° 2,

Page 23, le premier alinéa soit ainsi rédigé :

« Le 9^e Plan a pour ambition de parvenir à élever les qualifications de tous les jeunes, notamment en évitant que certains d'entre eux soient dépourvus de toute qualification, afin de leur permettre d'être en prise sur les mutations technologiques indispensables à la croissance économique et de jouer tout leur rôle dans la vie sociale et culturelle. »

Page 23, dans le dernier alinéa du I., aux mots : « à l'éducation nationale », soient substitués les mots : « au ministère de l'éducation nationale et 1250 au ministère de l'agriculture ».

Page 24, la seconde phrase du deuxième alinéa du sous-programme 1 soit complétée par les mots : « sans négliger les besoins qui se manifestent aussi dans le monde rural ».

Page 24, après le deuxième alinéa du sous-programme 1, soit inséré l'alinéa suivant :

« L'enseignement élémentaire devra jouer un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités scolaires. Un approfondissement de la réflexion pédagogique et une transformation des conditions de fonctionnement de l'école devront être menés afin qu'elle assure notamment la continuité entre l'enseignement préélémentaire et le collège. »

Page 25, après la deuxième ligne, soit insérée la phrase suivante : « Dans cette perspective, il faudra, en premier lieu,

porter à quatre ans la durée de formation des instituteurs et des professeurs actuellement recrutés sous le nom de professeurs d'enseignement général des collèges. »

Page 25, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 2, soit insérée la phrase suivante :

« Un effort particulier sera accompli pour assurer une réelle égalité d'accès à cet enseignement pour les jeunes gens comme pour les jeunes filles. »

Page 26, dans la première phrase du septième alinéa, aux mots : « s'inspireront de principes analogues », soient substitués les mots : « auront pour objet de combler le retard et de réaliser la parité de cet enseignement avec l'enseignement général ».

Page 26, après le premier alinéa du sous-programme 3, soit inséré l'alinéa suivant :

« Les missions locales, dont l'action est coordonnée par une délégation interministérielle et dont le nombre augmentera d'ici à 1988, prendront une part croissante dans ce dispositif en veillant à ce que les divers modes d'insertion professionnelle et sociale des seize-vingt-cinq ans soient pour chaque jeune l'instrument d'un projet personnel dont le suivi et la progression dans le temps seront assurés. »

Page 27, à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du sous-programme 4, au mot : « décentralisée », soit substitué le mot : « déconcentrée ».

« — dans le programme prioritaire d'exécution n° 3,

Page 32, le sous-programme 1 soit complété par l'alinéa suivant :

« La coopération internationale, sous toutes ses formes, continuera à être encouragée, en accordant une attention particulière aux programmes communautaires. Indispensable pour la réalisation de certains grands équipements, cette coopération ne saurait pour autant être motivée uniquement par des raisons de coût, mais au-delà, réaliser la convergence des efforts de recherche et développement, gage de gain de temps et d'effets multiplicateurs dans les résultats. »

Page 33, le quatrième alinéa du sous-programme 2, soit complété par la phrase suivante : « : des incitations à la création de banques de données spécialisées seront mises en œuvre ».

Page 33, avant le dernier alinéa du sous-programme 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Par ailleurs, les efforts visant à favoriser la rédaction, l'impression et la diffusion de publications en langue française seront poursuivis et accrus. »

« — dans le programme prioritaire d'exécution n° 4,

Page 43, la deuxième phrase du premier alinéa du 1., soit complétée par les mots : « et accordant, là où le besoin existe, une large place à l'expression et à la promotion des langues et cultures régionales ».

« — dans le programme prioritaire d'exécution n° 5,

Page 48, à la fin de la première phrase du premier alinéa, aux mots : « de 50 p. 100 », soient substitués les mots : « qui repose à la fois sur la diversification des approvisionnements énergétiques et une production nationale couvrant 50 p. 100 de la consommation ».

Page 48, dans le cinquième alinéa du sous-programme 1, après les mots : « (arrêté du 5 juillet 1977) », soient insérés les mots : « , au cours de laquelle plusieurs alternatives devront être étudiées. ».

Page 48, dans la première phrase du neuvième alinéa du sous-programme 1, après les mots : « E.D.F. mènera une politique commerciale », soient insérés les mots : « et technologique ».

Page 50, après le sixième alinéa du 3, soit inséré l'alinéa suivant :

« — La promotion, dans la construction, de l'utilisation du solaire passif. »

Page 52, le 4. du sous-programme 4 soit complété par les mots : « ainsi que la mise en valeur de procédés nouveaux d'utilisation du charbon ».

« — dans le programme prioritaire d'exécution n° 6 :

Page 56, avant le premier alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :
« Le redressement de la situation de l'emploi sera d'abord attendu d'un taux de croissance le plus élevé possible dans l'objectif notamment de parvenir, en fin de période, à un taux de croissance supérieur d'un point à celui observé en moyenne pondérée chez nos partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économique. »

Page 56, le début du premier alinéa soit ainsi rédigé :

« Dans la mesure où la croissance économique risque de ne pas suffire à elle seule à redresser la situation de l'emploi, un effort très important... » (Le reste sans changement.)

Page 56, le troisième alinéa soit complété par les mots : « , permettant notamment une plus grande intervention des salariés dans leur travail, dans les choix technologiques et industriels de l'entreprise, un meilleur dialogue social ».

Page 56, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 1, soit insérée la phrase suivante :

« Il y a lieu de développer la négociation en prenant en compte l'obligation annuelle de négocier dans les entreprises sur la durée effective du travail instituée par la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. »

Page 56, à la fin de la première phrase du second alinéa du 1. du sous-programme 1, aux mots : « les aspects sociaux et les aspects économiques de la réduction du temps de travail », soient substitués les mots : « les aspects sociaux de la réduction du temps de travail et ses aspects économiques, en particulier la durée d'utilisation des équipements ».

Page 57, le deuxième alinéa soit complété par la phrase suivante :

« Les contrats de plan intégreront la dimension emploi-formation-organisation du travail. »

Page 57, après le deuxième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement rencontrera, dès le début de la période d'exécution du Plan, chacun des partenaires sociaux, pour favoriser la mise en œuvre des accords portant sur la réduction du temps de travail et la nouvelle organisation du travail. »

Page 57, la dernière phrase du quatrième alinéa soit complétée par les mots : « pour les travailleurs postés et dans les entreprises introduisant d'importantes innovations technologiques ».

Page 57, après le quatrième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« La durée maximale du travail sera abaissée et la durée légale adaptée à l'évolution des négociations. »

Page 57, après le dernier alinéa du 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Enfin l'efficacité de ce sous-programme nécessite que soit poursuivie et amplifiée la lutte contre toutes les formes de travail clandestin et que soit franchie une nouvelle étape dans la limitation des cumuls abusifs « emploi-retraite. »

Page 58, le deuxième alinéa du sous-programme 2 soit ainsi rédigé :

« Le service public de l'emploi sera renforcé : les institutions (agence nationale pour l'emploi, association pour la formation professionnelle des adultes, union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, services extérieurs du travail et de l'emploi) seront rapprochées : elles pourront mettre en commun leurs moyens et engager des actions concertées en vue de la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, de développer diverses formules d'aides à la création d'emplois et de soutien aux initiatives locales. Son développement sera favorisé et sa gestion modernisée. »

Page 59, après le second alinéa du 2, soit inséré l'alinéa suivant :

« Les organismes de formation professionnelle doivent être mobilisés dans leur ensemble au bénéfice des travailleurs touchés par les reconversions industrielles de manière à assurer à ces derniers une qualification correspondant aux nouvelles technologies. »

Page 60, avant le dernier alinéa soit inséré l'alinéa suivant :

« L'ensemble de ces dispositions devrait, pour plus d'efficacité, s'accompagner d'un aménagement des seuils créés par la législation du travail, pour qu'ils ne constituent plus des obstacles à l'embauche. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 7 :

Page 66, le second alinéa du 3. du sous-programme 3 soit ainsi rédigé :

« En outre, des actions seront engagées pour renforcer la fonction commerciale des entreprises, en particulier dans les petites et moyennes industries. Des études précises seront conduites sur les produits importés dans une proportion élevée, afin de mieux cerner les carences de l'offre française et de faire appel aux initiatives industrielles. »

Page 66, le dernier alinéa du 3. du sous-programme 3 soit complété par la phrase suivante :

« Dans le domaine des pêches maritimes et des cultures marines, les investissements qui permettent de développer l'offre française des produits de la mer et de moderniser les industries de transformation de ce secteur seront favorisés. »

Page 68, après le dernier alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :
« L'ensemble des efforts de redressement des échanges extérieurs de la France devra s'inscrire dans le cadre de politiques communes adaptées au niveau des Communautés européennes et en collaboration avec les autres Etats partenaires au Traité. »

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 8 :

Page 72, le septième alinéa soit complété par la phrase suivante :

« Cette étude sera menée en concertation avec les partenaires sociaux et familiaux. »

Page 72, le deuxième alinéa du sous-programme 2 soit complété par la phrase suivante :

« Il ne saurait, en effet, être question de remettre en cause les droits des femmes à exercer, au même titre que les hommes, une activité professionnelle. »

Page 74, dans la première phrase du deuxième alinéa, aux mots : « et aux administrations », soient substitués les mots : « aux administrations et aux élus ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 9 :

Page 81, le premier alinéa soit complété par la phrase suivante :

« Elle luttera contre la désertification des campagnes en vue de maintenir un équilibre satisfaisant entre le milieu urbain et le tissu rural », et qu'en conséquence, page 80, dans la première phrase du dernier alinéa, soit substitué au chiffre : « quatre », le chiffre : « cinq ».

Page 83, la première phrase du deuxième alinéa du 2. soit complétée par les mots : « ainsi que le transfert de services administratifs de l'Etat vers les régions et les collectivités locales ».

Page 83, dans le troisième alinéa du 2., après les mots : « de la gestion », soient insérés les mots : « et compte tenu de la politique de déconcentration ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 10 :

Page 85, le début du premier alinéa soit ainsi rédigé :

« Pour essayer de recréer une vie collective dans les villes dont chaque citoyen soit acteur, la collectivité... » (Le reste sans changement.)

Page 85, après la première phrase du premier alinéa du sous-programme 1, soient insérés les mots : « sans oublier le quart monde, c'est-à-dire les familles et les personnes en situation d'extrême précarité ».

Page 85, au début de la seconde phrase du premier alinéa du 1., soient substitués aux mots :

« Pour tenir compte du retard de l'outre-mer, un effort particulier y sera fait », les mots : « l'un effort tout particulier sera fait outre-mer. »

Page 85, le début de la troisième phrase du troisième alinéa du 1. soit ainsi rédigé :

« Les difficultés de gestion des organismes d'habitations à loyer modéré rendent plus difficile l'indispensable politique... » (Le reste sans changement.)

Page 86, dans la seconde phrase du troisième alinéa du 2., au mot : « concernées », soient substitués les mots : « et des partenaires concernés ».

Page 86, dans le quatrième alinéa du 2., les chiffres « 27 000 » et « 9 500 » soient respectivement remplacés par les chiffres « 25 000 » et « 8 000 ».

Page 87, dans le cinquième alinéa, après les mots : « d'une manière générale », soient insérés les mots : « pour améliorer la qualité urbaine de l'environnement en cherchant à ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 11 :

Page 94, dans le deuxième alinéa du 1. du sous-programme 2, après les mots : « domaines de la périnatalité », soient insérés les mots : « de la médecine scolaire ».

— dans le programme prioritaire d'exécution n° 12 :

Page 101, le second alinéa du 4. soit complété par les mots : « dans la perspective définie par le rapport de la commission des maires sur la sécurité dans les villes : prévention, répression, solidarité. »

Page 101, dans la première phrase du second alinéa du 2. du sous-programme 2, après les mots : « notamment par un rééquilibrage », soit inséré le mot : « mesuré ».

Page 101, la première phrase du second alinéa du 2. du sous-programme 2 soit complétée par les mots : « offrant aux intéressés les garanties nécessaires ».

Page 105, dans la seconde phrase du 5., après les mots : « programmes de sécurité concertés », soient supprimés les mots : « et cofinancés ».

Page 105, le 5. soit complété par la phrase suivante :

« Des cofinancements pourront, éventuellement, être recherchés auprès des collectivités intéressées. »

Page 116, dans la première phrase du quatrième alinéa, aux mots : « les usages économiquement rationnels de l'électricité », soient substitués les mots : « les usages économiquement et techniquement performants de l'électricité ».

Page 117, dans le troisième alinéa, après les mots : « en mesure de couvrir », soient insérés les mots : « au moins ».

Page 117, la première phrase du quatrième alinéa soit ainsi rédigée :

« En tout état de cause, l'Etat maintiendra en francs constants l'effort financier fait pour les bassins charbonniers. »

Page 119, après la quatrième phrase du deuxième alinéa, soit insérée la phrase suivante :

« Parmi ces actions, on s'efforcera de rendre l'industrie plus attrayante à la jeunesse, au cours des différentes étapes du système éducatif, au sein de l'entreprise par une meilleure adéquation du travail et de la qualification acquise mais surtout par les conditions de rémunération et de travail. »

Page 128, avant le premier alinéa, l'intitulé soit complété par les mots : « ET A LA MER ».

Page 129, dans l'avant-dernière phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « améliorées », soit inséré le mot : « , notamment ».

Page 131, après le huitième alinéa, soit inséré l'alinéa suivant :

« La réduction du déficit de la balance des produits de la mer sera assurée par le programme pluriannuel de renouvellement de la flotte de pêche, afin de maintenir l'approvisionnement national, par le développement des cultures marines, notamment pour les espèces les plus déficitaires (pectinidés, crustacés, salmonidés). Le déficit sera également réduit par une meilleure organisation de la commercialisation de la production nationale, sur le marché intérieur et à l'exportation, avec la participation des organisations de producteurs et du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (F.I.O.M.), ainsi que par la mise en valeur des richesses halieutiques de l'outre-mer. »

Page 152, la seconde phrase du premier alinéa du 2. soit ainsi rédigée :

« Les contrats de plan contiendront les dispositions suivantes, qui pourront, toutefois, être adaptées au cas particulier de chaque entreprise : »

Page 153, dans la deuxième phrase du premier alinéa du 3., aux mots : « à l'avis », soient substitués les mots : « à la délibération ».

Page 153, avant le dernier alinéa du 4., soit inséré l'alinéa suivant :

« Une information régulière des régions devra être assurée par les sociétés nationales sur le contenu et l'exécution des contrats de plan Etat-entreprises publiques. »

Page 160, la seconde phrase et le début de la troisième phrase du premier alinéa du 1.2., soient ainsi rédigés :

« La tendance à son renforcement ne saurait mettre en cause le rôle et l'importance des régimes obligatoires de retraites (de base et complémentaires) qui au même titre que les régimes particuliers doivent assurer des pensions de retraite tendant à répondre aux besoins des intéressés. La gestion collective de cette épargne... » (Le reste sans changement.)

Page 161, le deuxième alinéa du 2., soit complété par la phrase suivante : « ; à cette fin, des contrats de plan pourront être conclus entre l'Etat et les établissements financiers, bancaires et non bancaires, précisant notamment les critères permettant une attribution des crédits conforme aux priorités définies par le Plan ; ».

Page 166, dans la première phrase du sixième alinéa du 2.3.3., après les mots : « la conférence financière régionale », soit supprimé le mot : « et ».

Page 166, après la première phrase du sixième alinéa du 2.3.3., soit insérée la phrase suivante :

« La conférence financière régionale sera consultée sur l'ensemble des opérations d'investissement financées totalement ou partiellement sur fonds publics, à partir d'un seul fixé par décret. »

— Supprimé. (.....)

« Art. 2. — Les crédits budgétaires prévus pour l'exécution des douze programmes prioritaires d'exécution sont fixés comme il est indiqué ci-après :

DEFINITION des programmes prioritaires d'exécution.	BASE 1984		ENVELOPPE 1984-1988	
	Dépenses ordinaires.	Autori- sations de programme	Dépenses ordinaires	Autori- sations de programme.
(Unité : millions de francs de 1984.)				
1. Moderniser l'indus- trie grâce aux nou- velles technologies et à un effort d'épargne	499	2 677	3 871	16 009
2. Poursuivre la réno- vation du système d'éducation et de formation des jeunes	12 970	3 564	70 135	21 102
3. Favoriser la recher- che et l'innovation.	519	19 164	3 342	60 963
4. Développer les indus- tries de communi- cation	3 318	276	19 462	1 729
5. Réduire la dépen- dence énergétique	672	2 095	3 403	12 059
6. Agir pour l'emploi	5 140	216	34 980	1 298
7. Vendre mieux en France et à l'étran- ger	3 611	1 165	20 308	7 882
8. Assurer un environ- nement favorable à la famille et à la natalité	187	39	1 084	225
9. Réussir la décentra- lisation	213	3 083	2 357	18 686
10. Mieux vivre dans la ville	75	2 501	534	14 552
11. Moderniser et mieux gérer le système de santé	3 745	1 362	20 747	7 931
12. Améliorer la justice et la sécurité	567	708	3 562	4 299
Total	31 516	27 850	183 805	166 735

« Art. 3. — La loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France et la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 sont intégrées à la présente loi.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

M. Adrien Zeller. L'opposition vote contre !

(L'ensemble du projet de loi est adopté.) (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Après l'adoption définitive du projet de loi de Plan, l'ordre du jour pour lequel le Parlement a été convoqué en session extraordinaire est épuisé.

— 9 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Dominique Taddei un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1953 et distribué.

J'ai reçu de M. Dominique Taddei un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, rejeté par le Sénat, définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (n° 1948).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1954 et distribué.

J'ai reçu de M. Guy Ducloné un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (n° 1955).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1956 et distribué.

J'ai reçu de M. Pierre Tabanou un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1957).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1958 et distribué.

J'ai reçu de M. Dominique Taddei un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) (n° 1959).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1960 et distribué.

— 10 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI MODIFIE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Le projet de loi a été imprimé sous le numéro 1955, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 11 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI REJETES PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième et nouvelle lecture par le Sénat au cours de sa séance du 22 décembre 1983.

Le texte du projet de loi rejeté a été imprimé sous le n° 1957, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan), adopté par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième et nouvelle lecture par le Sénat au cours de sa séance du 22 décembre 1983.

Le texte du projet de loi rejeté a été imprimé sous le n° 1959, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

— 12 —

CLOTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre le décret suivant, dont je donne lecture à l'Assemblée :

DÉCRET PORTANT CLÔTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre,
Vu les articles 29 et 30 de la Constitution,

Décède :

Art. 1^{er}. — La session extraordinaire du Parlement est close.
Art. 2. — Le Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.
Fait à Paris, le 22 décembre 1983.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Conformément au décret dont lecture vient d'être donnée, la session extraordinaire est close.
La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures quarante.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

Commission mixte paritaire.

La commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi définissant les moyens d'exécution du 9^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de Plan) :

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 22 décembre 1983 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 21 décembre 1983, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Jean Natiez.	M. Albert Chaubard.
Dominique Taddei.	Mme Marie-France Lecuir.
Michel Barnier.	MM. Jean-Paul Planchou.
Philippe Bassinet.	Hervé Vuillot.
Paul Chomat.	Daniel Goulet.
Didier Chouat.	Pascal Clément.
Adrien Zeller.	Dominique Frelaut.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Michel Chauty.	MM. Georges Louvot.
Bernard Barbier.	Auguste Chupin.
Raymond Dumont.	Richard Pouille.
Jean-Pierre Fourcade.	Jacques Valade.
Adrien Gouteyron.	Roger Rinchet.
Maurice Janetti.	Mme Monique Midi.
Georges Lombard.	M. Jacques Moutet.

BUREAU DE LA COMMISSION

Dans sa séance du jeudi 22 décembre 1983, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Paul Chomat.

Vice-président : M. Michel Chauty.

Rapporteurs :

A l'Assemblée nationale : M. Dominique Taddei.

Au Sénat : M. Bernard Barbier.

Mises au point au sujet de votes.

A la suite du scrutin (n° 579) sur l'ensemble du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures relatives au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi (*Journal Officiel*, Débats A.N., du 13 décembre 1983, page 6403), M. Pierre Godefroy, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».

A la suite du scrutin (n° 585) sur l'ensemble du projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (*Journal officiel*, Débats A.N., du 21 décembre 1983, page 6837), MM. Audinot, Branger, Fontaine, Hunault, Royer et Sergheraert, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu « voter contre ».

A la suite du scrutin (n° 586) sur l'ensemble du projet de loi sur l'enseignement supérieur (troisième et dernière lecture) (*Journal Officiel*, Débats A.N., du 21 décembre 1983, page 6879), M. Juventin, porté comme « ayant voté contre », a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».

A la suite du scrutin (n° 587) sur l'ensemble du projet de loi modifiant les dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales (texte de la commission mixte paritaire) (*Journal officiel*, Débats A.N., du 22 décembre 1983, page 6895), M. Juventin, porté comme « s'étant abstenu volontairement », a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75272 PARIS CEDEX 15.
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats :				
03	Compte rendu	95	425	Téléphone } Renseignements : 575-62-31
33	Questions	95	425	
Documents :				
07	Série ordinaire	532	1 070	TÉLEX 201176 F DIRJO-PARIS
27	Série budgétaire	162	238	
Sénat :				
05	Compte rendu	87,50	270	Les DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : — 07 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions ; — 27 : projets de lois de finances.
35	Questions	87,50	270	
09	Documents	532	1 031	
N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.				
Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.				

Prix du numéro : 2,15 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)